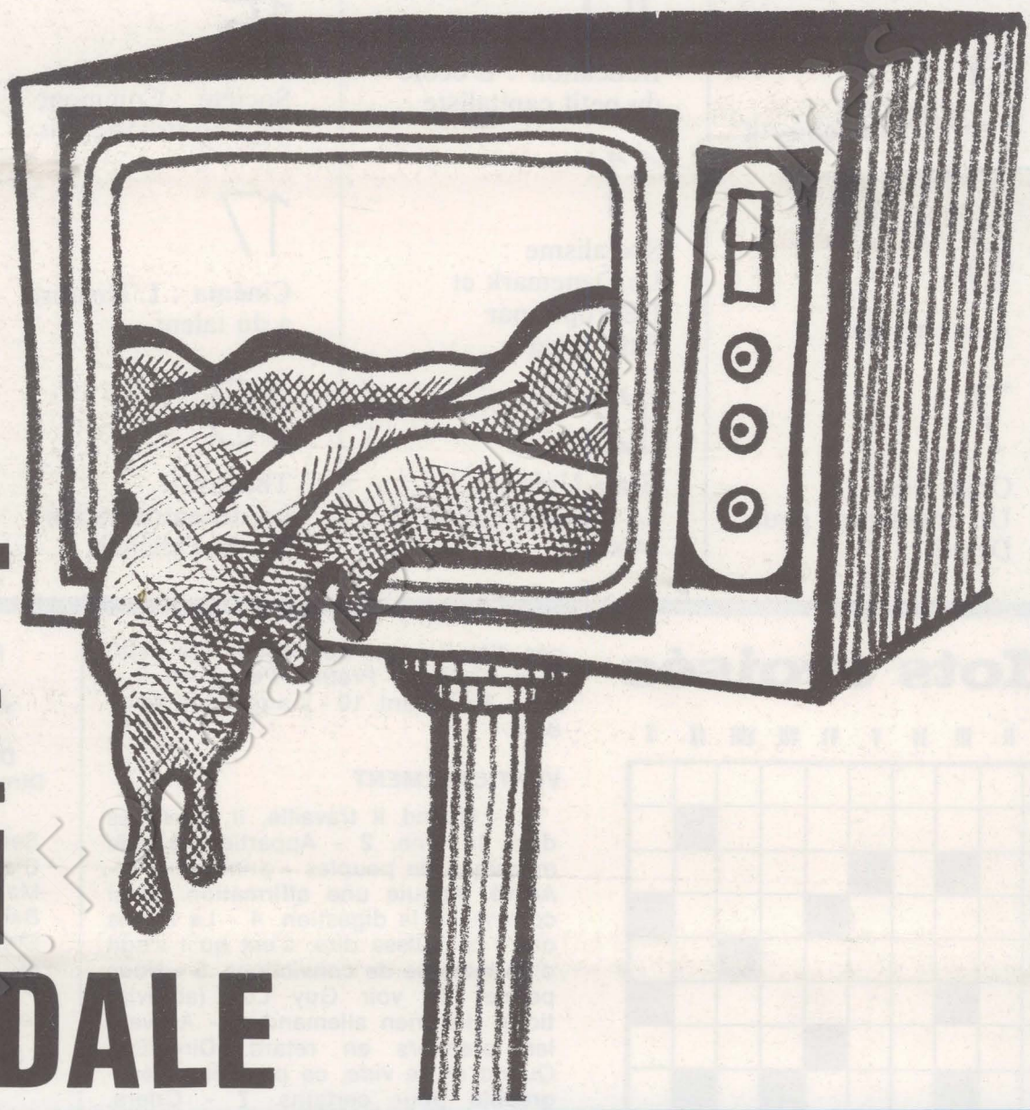
L'unité

N° 11 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 7 avril 1972



O.r.t.f. LE VRAI SCANDALE

La C.g.t. et le référendum / Otto Krag / Les millions de Barbé / Pourquoi Hanoï attaque / L'anémie de la décentralisation

Sommaire

3 Référendum : Pompidou prépare sa nouvelle majorité

4 Les millions de Barbé

5 Editorial : L'objectif commun

6 A contre-pied

7 Objecteurs : Un boomerang pour Debré

8 Syndicats : La C.g.t. et le référendum

9 Villes : A Sedan, le courant passe

10 Education : L'école du petit capitaliste

11 Socialisme : Le Danemark et l'Europe, par Otto Krag

12 Etats-Unis : La puissance d'un trust

13 Vietnam : Pourquoi Hanoï attaque

14 Vacances : En mai, fais ce qu'il te plaît

15 Société : Comment peut-on être Suédois ?

17 Cinéma : L'Histoire a du talent

18 Théâtre : La décentralisation fait de l'anémie

20 Document : O.r.t.f. : le vrai scandale

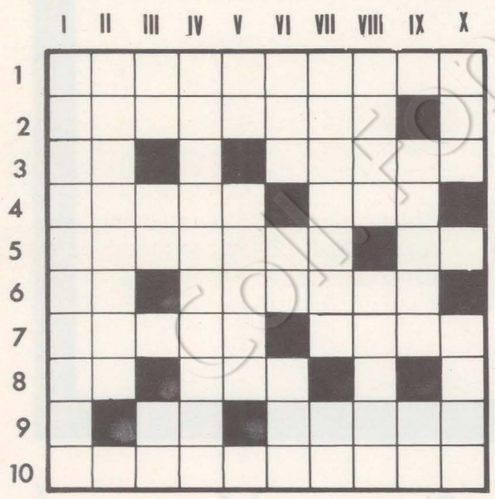
23 Courrier : On ne joue pas avec les tricheurs

24 Le référendum de la Saint-Georges, par Robert Buron

PHOTOS ET DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (pages 1, 4, 21), Jean Colin (page 11), Monique Guena (pages 20, 21), Gamma (page 17), Keystone (pages 17-19), André Perlstein (pages 18, 19, 22), Sabadel (page 22), Teich (page 6), V.p.i. (pages 12, 13).

Mots croisés



PROBLEME N° 11

HORIZONTALEMENT

1 - Que l'on entend venir. 2 - Qui ne fait certainement pas travailler ses méninges. 3 - Note. Ils ont de bonnes têtes. 4 - Bassins. Un sudiste qui prit la pâtée. 5 - Entraîne une décomposition. Lettre grecque. 6 - Permet, paraît-il, d'embouteiller Paris. Habitent au-delà des Pyrénées. 7 - Un peu légère, mais ne manque pas d'étoffe. Une déclaration qui peut mener loin. 8 - Préfixe. Personnel. 9 - Note. Tranchant. 10 - Il a plutôt la peau dure.

VERTICALEMENT

1 - Quand il travaille, il n'est pas dans la lune. 2 - Appartient à une mosaïque de peuples « primitifs ». 3 - Arrivé. Appuie une affirmation. Ainsi commence la digestion. 4 - Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il s'agit d'un manque de convictions. 5 - Nous permet de voir Guy Lux (abréviation). Historien allemand. 6 - Arrivent les premiers en retard. Direction. Quand on le vide, ce peut être désagréable pour certains. 7 - Criera. Démontre. 8 - Facilite la circulation. Sa pierre n'a rien de précieuse. 9 - Supposé. Vieille lettre. 10 - Amas. Qui ont servi.

SOLUTION DU PROBLEME N° 10

HORIZONTALEMENT : 1. Introduits. - 2. Sœur. Ere. - 3. Osés. Ecrin. - 4. Sema. Es. - 5. Enregistra. - 6. Mausolée. - 7. Eva. IE. Toi. - 8. Nîmes. Miro. - 9. Trente. - 10. Esseulées.

VERTICALEMENT : 1. Isolement. - 2. Nos. Navire. - 3. Tée. Ruâmes. - 4. Russes. ENS. - 5. Or. Egoïste. - 6. Emile. Eu. - 7. Casé. - 8. IER. Tétine. - 9. Trier. Or. - 10. Sensations.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : J.C. Charlet
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Contribution Jaurès

Pompidou prépare sa nouvelle majorité

« Approuvez-vous, dans les perspectives nouvelles qui s'ouvrent à l'Europe, le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République, et autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège aux Communautés européennes ? » Trois semaines après l'annonce du référendum, le Conseil des ministres a accouché, mercredi, de cette question qui sera soumise aux Français le 23 avril, et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne constitue pas une surprise. Mais aussi important que la question elle-même est le texte de Georges Pompidou que tous les citoyens trouveront ces prochains jours dans leur boîte à lettres, à côté des bulletins oui et non.

Ce commentaire du président de la République, que « l'Humanité » s'est chargée curieusement de rendre public avant tout le monde, apprend en définitive peu de chose sur le projet politique du chef de l'Etat. Il s'agit, à ses yeux, de décider que l'Europe « doit évoluer progressivement vers une confédération qui préservera la personnalité des nations qui la composent ». Le mot de « confédération » paraît être de nature à séduire nombre d'Européens convaincus ; l'essentiel des perspectives nouvelles ouvertes par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun reste dans un flou délibéré.

Giscard piégé ?

C'est que Pompidou ne veut aujourd'hui s'aliéner aucun de ses alliés, en particulier aucun des gaullistes intransigeants qui ne sont pas loin de penser — à l'instar de Jacques Vendroux, le « gardien de la foi » — qu'en usant du référendum, « on utilise une procédure institutionnelle gaullienne, mais qu'on l'utilise pour une solution qui ne l'est pas ». Le référendum représente en effet, pour le chef de l'Etat, l'occasion rêvée de souder la majorité comme elle ne l'a jamais été. On avait même songé, du côté de l'Elysée, à ce que la campagne pour le oui ne laisse percer aucun clivage entre les différentes familles. Mais les centristes du C.d.p. de Jacques Duhamel et les Républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing ont tout de même réussi à faire entendre un filet de voix au chapitre : sous la grande affiche nationale en faveur du oui, qui représentera des enfants européens se tenant par la main et qui coûtera 200 millions, ils pourront coller, de même que l'U.d.r., des affiches de dimension plus modeste sur lesquelles figureront les signes distinctifs de chacune des trois formations.

Néanmoins, les Républicains indépendants ne se satisfont pas de ces miettes. S'ils sont tout disposés à soutenir l'initiative du chef de l'Etat, qui comble leurs vœux, les amis de Giscard d'Estaing ne veulent pas être mêlés aux autres au point qu'on ne les distingue plus, au point qu'on en oublie soudainement leurs revendications à propos de la pluralité de candidatures.

N'écartant pas l'éventualité d'élections qui seraient faites « dans la foulée » du référendum, les R.i. pressentent en celui-ci un piège qui n'était peut-être pas seulement tendu à l'opposition. C'est pourquoi, le 19 avril, leur état-major au grand complet se retrouvera à Caen, afin d'exposer sa propre conception de la construction européenne au lendemain du référendum. Il ne devrait pas être nécessaire de prêter excessivement l'oreille pour entendre énoncer, à cette occasion, plus d'une dissonance dans le concert de la majorité.

Cependant, il apparaît clairement aujourd'hui que ces divergences, plus anecdotiques que profondes, gêneront l'U.d.r., mais nullement le Président. « La majorité, c'est la majorité du président de la République », déclarait Michel Poniatowski il y a quelques mois. Cette vérité n'a fait que se confirmer depuis l'élection présidentielle de 1969. Avec le référendum, elle est en train de prendre un relief particulier.



J.J.S.S. : Un jeu difficile.

Initiative de Pompidou et de lui seul, la consultation du 23 avril doit apparaître dans ses préparatifs, ses modalités et sa conclusion, comme une œuvre dont il assume l'entière responsabilité. C'est lui qui sera, deux fois à la télévision et de nombreuses fois au cours de son voyage en Lorraine, le héraut du camp des oui. Ce sont les services de l'Elysée qui ont, d'ores et déjà, pris sous leur coupe l'organisation de la campagne ; en liaison avec Roger Vaurs, collaborateur de Chaban-Delmas, et surtout Christian Chavanon, grand patron de l'agence Havas, chargé de répartir conformément aux désirs du Président un budget publicitaire qui serait, dit-on, de l'ordre de un milliard d'anciens francs.

Toutes les ficelles

Le chef de l'Etat n'a cure des assauts de ceux qui dénoncent le caractère plébiscitaire de l'entreprise et auxquels il apporte chaque jour, comme à plaisir, de nouveaux arguments. Ce qui lui importe, c'est la redistribution des cartes.

Après avoir porté un coup à la dynamique unitaire à gauche, il attend, avec une belle certitude, le ralliement des « réformateurs ». Si, sur le thème européen, celui de Jean Lecanuet était prévisible, celui de Jean-Jacques Servan-Schreiber a surpris par sa netteté. Le président du Parti radical, en effet, ne s'est pas contenté de se féliciter de l'initiative prise par le chef de l'Etat, il a rendu hommage à « l'audace » et au « bon sens » de ce dernier.

Nous voilà, tout à coup, bien loin des imprécations lancées à Nancy et à Bordeaux. Mais, pour aussi flagrant que soit le changement de ton du leader radical, il ne doit pas être compris comme le signe d'un ralliement total et sans conditions à la politique du chef de l'Etat, auquel il s'oppose sur plus d'un point, à commencer par la réforme régionale. Pour Servan-Schreiber, le jeu est difficile à mener : saisir la perche tendue par Pompidou sans tourner le dos aux socialistes.

Pour Pompidou, à l'inverse, le jeu est

→

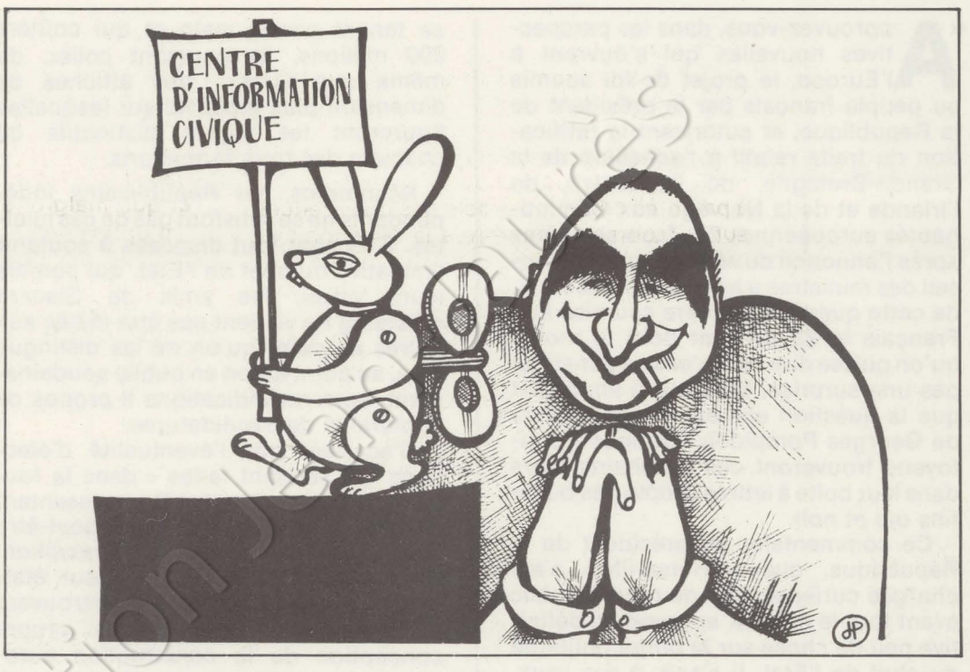
Pompidou prépare sa nouvelle majorité

→

facile : l'ayant ouvert, il lui suffit d'attendre l'arrivée de ceux qui accepteront d'y participer. Lecanuet a fait plus qu'acquiescer, Servan-Schreiber a donné un gage de sa bonne volonté. Le président de la République voudrait obtenir davantage encore. Non pas tant l'élargissement de la majorité que l'apparition d'une autre majorité, d'une majorité présidentielle qui serait à la fois rivale et complémentaire de la majorité législative. Il espère, par ce moyen, auquel il songe depuis l'été dernier, obtenir un surcroît de pouvoir : le pouvoir de faire et défaire les majorités, le pouvoir de disposer à tout moment d'une opposition susceptible de devenir majorité.

Ainsi, toutes les ficelles du jeu politique aboutiraient-elles entre ses mains. Ainsi, ce référendum aboutirait-il à tout autre chose qu'à la construction de l'Europe. A une caricature de la démocratie parlementaire.

ANTOINE VIOLET



Les millions de Barbé

Parce que l'abstention est, dans la consultation présente, le pire adversaire du Pouvoir, celui-ci va faire le forcing, au cours de la campagne, contre toutes les formes d'abstention volontaire et spontanée. Il dispose, pour l'aider dans cette entreprise, d'un allié naturel : le Centre d'information civique (C.i.c.).

Fondé en 1960, celui-ci se défend — bien sûr — d'entretenir des liens très particuliers avec la majorité. Mais son président, Jean-Christian Barbé, lui, ne peut dissimuler qu'il fait depuis toujours partie de la plus vieille famille gaulliste.

Ancien résistant, il fut président de la commission de la doctrine et de l'information de l'U.n.r. S'il n'occupe plus aujourd'hui de fonction de responsabilité au sein de l'U.d.r., le moins qu'on puisse dire c'est qu'il garde de solides relations dans les couloirs du Pouvoir.

Depuis 1964, en effet, cet agrégé de droit, qui fut secrétaire général à l'Aménagement du Territoire, est directeur de la Radio des vallées d'Andorre, dont la Sofirad détient 97 % des actions. Cette même Sofirad sur laquelle règne Pierre Lefranc, reître intraitable du gaullisme de choc. Tout se tient.

Ce n'est pas la première fois que le Centre d'information civique fera campagne contre l'abstention. Déjà, en 1969, il avait diffusé dans toutes les mairies de France une affiche appelant aux urnes les citoyens. Mais, à l'occasion du référendum sur l'Europe, le C.i.c. semble bien déterminé à donner à la campagne qu'il compte mener une tout autre envergure. Des crédits pratiquement illimités lui ont été spécialement ouverts à cet effet pour faire la guerre à l'abstention par des affiches, des pages publicitaires dans les grands quotidiens, des interventions à la radio et à la télévision, le tout sous couvert de « civisme » alors qu'il s'agit, de toute évidence, d'une intervention politique directe dont le Parti socialiste a d'ailleurs l'intention de saisir le Conseil constitutionnel.

Cependant, ce qui fait l'originalité de cette officine, c'est qu'elle ne se contente pas d'agir sur le champ purement politique. Elle revendique une autre mission, plus « haute » et plus « noble ». Ainsi le C.i.c. a-t-il récemment pris position à propos de la crise de la presse, à propos du film « La bataille d'Alger ». Là, il se donne le beau rôle. Il défend — très platoniquement, toutefois — le pluralisme des opinions et l'indépendance de la création artistique contre l'assaut des fanatismes. Juste de quoi se faire une belle figure d'humaniste libéral.

Parfois, aussi, les prises de position du C.i.c. ont été moins anodines. Ainsi, pendant deux ans, a-t-il mené une intense campagne contre les « assassins de la route » et préconisé, pour venir à bout des chauffards, de créer une « police sans uniforme » recrutée parmi les automobilistes eux-mêmes.

Il y a mieux encore. En 1965, Barbé a lancé son Centre d'information civique... contre les scouts. Etranges adversaires, dira-t-on. Ne sont-ils pas loyaux, dévoués, disciplinés, de merveilleux citoyens en herbe ? Eh bien non, estime Jean-Christian Barbé. Ils l'étaient peut-être, ils ne le sont plus. A en croire le C.i.c., pour les « nouveaux scouts » — qui porteraient, horreur, une chemise rouge ! — « le seul héros, c'est la communauté, mot vague qu'on met à toutes les sauces. »

Ces critiques valent mieux que des proclamations émues et solennelles. Elles révèlent un état d'esprit qui est une idéologie embryonnaire. Une idéologie, très vieille et toujours jeune, dans laquelle les défenseurs de l'ordre moral ont toujours su se reconnaître.

L'objectif commun

Dans notre courrier de cette semaine, plusieurs lettres contiennent la même suggestion : ne serait-il pas possible que les formations de gauche, et d'abord le Parti socialiste et le Parti communiste, éditent une affiche commune qui dirait à peu près ceci : « Au-delà des divergences sur la façon de répondre à la question truquée du référendum, que vous refusiez le vote ou que vous disiez non, une seule chose importe : ne pas diviser les forces de gauche dont l'union est nécessaire pour substituer au pouvoir du grand capital un régime nouveau de démocratie économique et politique... »

Qu'une telle idée soit avancée après l'échec des tentatives pour aboutir à une position commune sur le référendum montre que nos lecteurs — et nous nous en réjouissons — ne prennent pas la partie pour le tout et ne concluent pas de l'accident de parcours qui vient de se produire, si grave soit-il, que c'en est fini de l'union de la gauche.

En ce qui nous concerne, nous avons dit la semaine dernière quels enseignements nous tirions de l'échec des pourparlers du 16 au 23 mars entre socialistes et communistes. Tous les documents ont maintenant été versés au débat. Chacun peut juger et peser les responsabilités dans cette affaire. Il ne s'agit pas de les minimiser mais pas non plus de se complaire dans leur évocation. « Il est tant d'autres questions », souligne à juste titre François Mitterrand dans son interview au « Nouvel Observateur » « qui justifient et exigent l'union des forces de progrès ! »

Cette bataille même du référendum, qui lui a été imposée, la gauche l'affronte donc en ordre dispersé. Mais c'est au même adversaire qu'elle doit porter des coups. Ceux qui recommandent le non comme ceux — dont nous sommes — qui pensent que le refus de vote est une meilleure réponse à une manœuvre évidente, ont au moins un objectif commun : tout faire pour qu'il y ait le 23 avril le moins de oui possible. C'est bien à cela que les uns et les autres, face à la formidable machine du Pouvoir qui s'apprête à engloutir quelques nouveaux milliards, vont s'employer dans les quinze jours qui viennent.

Que Pompidou l'emporte au référendum, qui pourrait en douter ? Il n'est pas besoin pour cela de multiplier les sondages. Cette certitude empêche d'ailleurs le président de la République de « dramatiser » l'événement comme de Gaulle le fit en son temps. Mais il n'est pas indifférent de savoir comment il l'emportera.

Les premières indications recueillies d'un bout à l'autre de la France soulignent que les hérauts de la majorité ont bien du mal, dans les villes surtout, à mobiliser les foules et que malgré le renfort des centristes dits « d'opposition » le nombre des suffrages pour le oui ne dépasse guère, au départ, celui de la minorité de faveur qui assura en juin 1969 l'élection de Pompidou. Certes, le pouvoir va faire donner à fond les grands moyens de persuasion dont il dispose. Mais la gauche n'a pas sur ce plan à nourrir de complexes. Elle n'est pas non plus dépourvue d'arguments.

S'adressant aux Français, le président de la République les invite à dire « oui » pour l'expansion de notre économie et pour le progrès social, pour la paix et la sécurité de notre continent, pour la liberté et la sauvegarde de la démocratie... », c'est-à-dire, à travers de grands mots, à faire confiance à l'ensemble de sa politique. Mais de cette politique, il ne tient précisément pas à ce que l'on parle. A peine rentrée de trois mois de vacances, l'Assemblée nationale, qui aurait pu, par exemple, interroger le gouvernement sur la hausse des prix, la situation de l'emploi ou les scandales immobiliers, est renvoyée pour trois semaines supplémentaires. Et si on lui donne la parole lundi prochain à la télévision, c'est sur l'Europe dont l'initiative du référendum l'aura justement empêché de débattre. Quant aux leaders de la majorité conviés à participer à des débats radiophoniques contre des représentants de l'opposition, ils font savoir pour la plupart — on les comprend — qu'ils ne tiennent pas à parler d'autre chose que de l'Europe. Cette Europe que tous combattaient naguère derrière le général de Gaulle mais dont Pompidou, pour les besoins de sa cause, leur a apporté la révélation en la présentant, faute de mieux, comme « une ambition nationale digne de ce nom ».

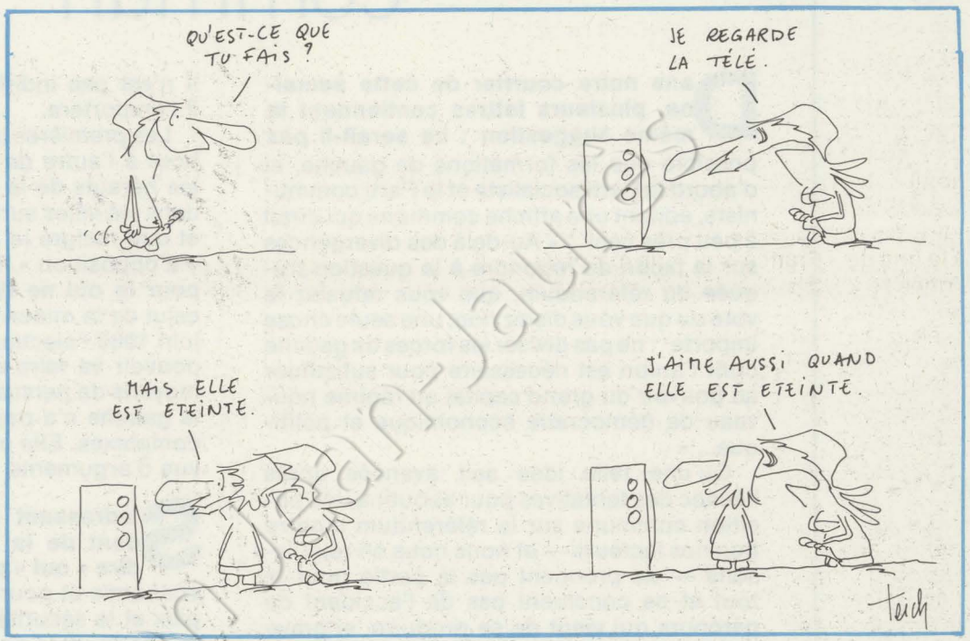
La campagne référendaire est pour toute l'opposition l'occasion de dénoncer cette énorme mystification. On veut faire croire aux Français que leur vote du 23 avril va déterminer leur avenir alors qu'il s'agit de tout autre chose puisque l'élargissement du Marché commun qui en est le prétexte est déjà un fait acquis. L'objectif commun de toute la gauche est de faire éclater la vérité aux yeux du plus grand nombre. Les socialistes, pour leur part, ont commencé à s'y employer.

CLAUDE ESTIER

A contre-pied

Les sources de "l'Humanité"

Personne n'a douté de l'authenticité du document publié samedi dernier par « l'Humanité » et comportant l'exposé des motifs, rédigé par le président de la République, du projet de loi soumis au référendum. Les rédacteurs du quotidien communiste, en effet, avaient entre les mains le « tiré à part », au format du Journal Officiel, comportant le fac similé de la signature de Georges Pompidou et déjà imprimé à plusieurs milliers d'exemplaires. D'autres journalistes avaient reçu communication du texte, mais l'Elysée leur avait demandé de ne rien diffuser avant le Conseil des ministres de mercredi. « L'Humanité » n'a pas respecté les consignes, ce qui a permis au « Monde » — qui savait aussi à quoi s'en tenir — de publier le document officiel dès samedi après-midi.



Les commerçants et le référendum

Selon certaines informations savamment distillées à l'approche du référendum, le président de la République s'apprête à prendre une décision de grâce amnistiante en faveur de Gérard Nicoud.

Est-ce dans l'attente de cette décision que le Cid-Unati se réunit seulement ce dimanche pour prendre position sur le scrutin du 23 avril et semble vouloir laisser la liberté de vote à ses adhérents ?

En revanche, l'organisation rivale, l'Unati, se prononce pour un boycottage du référendum ainsi motivé :

« Cet acte politique est un des premiers qui fera comprendre au gouvernement notre mécontement envers son mini-train de mesures en faveur des commerçants et des artisans ; car, si certaines mesures sociales sont à prendre en considération, il n'en reste pas moins que l'Unati estime que l'ensemble du problème n'a pas été solutionné, et surtout les mesures fiscales escomptées et promises. »

Un bouquet des giscardiens

Au cas où l'on chercherait un nouveau titulaire pour Matignon, Valéry Giscard d'Estaing est prêt. Michel Poniatowski, son lieutenant, vient de le faire savoir : « Valéry a vocation un jour à devenir président de la République. Mais qui peut le plus, peut le moins, pour un temps... »

Dans la même interview — donnée au magazine « Lui » — Poniatowski distribue quelques fleurs à ses « amis » de la majorité, par exemple à propos des scandales : le Sac « a été un phénomène grave de dégradation des mœurs. On ne mélange pas impunément les truands à la politique » (...) « Peut-être le Premier ministre a-t-il trop souvent accepté de ménager certains de ses amis et certaines factions de son parti ». A propos des responsabilités gouvernementales : « On ne doit pas confondre stabilité et pérennité. Personne n'est vraiment indispensable ».

Un chardon, encore : les R.I. sont « associés à des formations qui expriment plutôt le passé ; c'est évident pour l'U.d.r., à cause de son origine ». Enfin, à une question sur les « jeunes loups » de la majorité : « J'ai souvent remarqué aussi que plus longues étaient les dents, moins était grand le talent ».

Paris ouverts

Elections législatives en juin « dans la foulée du référendum », en octobre, juste avant les élections présidentielles américaines, ou en mars 1973, à leur date normale ? Les paris sont ouverts et les arguments en faveur de l'une ou de l'autre des trois hypothèses nombreux et contradictoires.

Mercredi, au Palais Bourbon, un député de l'opposition affirmait que l'Assemblée tenait sa dernière séance. En revanche, un des dirigeants giscardiens annonçait qu'il serait candidat « l'an prochain » dans une circonscription parisienne. Quant aux députés P.d.m., que leur appartenance à la majorité devrait permettre de considérer comme bien informés, ils ne semblent pas croire à une prochaine dissolution, puisqu'ils réclament une session extraordinaire du Parlement au début de juillet. Il est vrai que, trois jours avant l'annonce du référendum, plusieurs ministres étaient totalement ignorants des intentions de Georges Pompidou.

A niveau culturel élevé...

Comme il fallait s'y attendre, les sondages sur le référendum commencent à pleuvoir. Les deux premiers publiés cette semaine concordent pour donner une large majorité au oui (84 % des suffrages exprimés pour la Sofres, 80 % pour l'Ifop). Posées différemment, les

questions relatives à l'abstention sont plus imprécises, mais montrent cependant que plus du tiers des électeurs ont, pour l'instant, l'intention de ne voter ni oui ni non. Ce qui, au passage, confirme que si l'abstention avait été une consigne commune à toute la gauche, le nombre des votants aurait été inférieur à la moitié des inscriptions. En commentaire du sondage de l'Ifop, on trouvait, à la une de « France-soir » de mardi, ces lignes révélatrices : « L'analyse des intentions de participation montre que les catégories les moins mobilisées sont les personnes à niveau culturel élevé, les habitants de l'agglomération parisienne et les électeurs de la gauche non communiste ».

Matches-revanche

Le grand match Marchais-Sanguinetti n'aura pas lieu. Déjà ajournée en raison de la campagne du référendum, l'émission A armes égales qui devait les opposer sur le thème « les pays de l'Est, réussite ou échec », a été définitivement supprimée, Georges Marchais ayant fait savoir qu'il ne serait pas disponible en mai. C'est donc à Michel Rocard qu'Alexandre Sanguinetti sera opposé, le 16 mai, sur « le gauchisme ». Tous deux sont déjà passés dans cette émission, le premier contre Edgar Faure et le second contre Pierre Mendès France. En juin, A armes égales opposera François Mitterrand et Michel Debré, qui, eux aussi, avaient déjà été « programmés » respectivement contre Olivier Guichard et Jacques Duclos.

Le centenaire de Léon Blum

Les circonstances politiques actuelles vont sans doute ajouter à l'éclat que le Parti socialiste et la Société des Amis de Léon Blum veulent donner, dimanche, aux cérémonies du centenaire de la naissance de l'ancien président du Conseil du Front populaire. Après un dépôt de gerbes sur la tombe du petit cimetière de Jouy-en-Josas, François Mitterrand prendra la parole à 10 h 30 pour évoquer la vie et l'œuvre d'un homme dont la pensée — ainsi qu'en témoignent les textes que nous avons publiés dans notre dernier numéro — est demeurée exceptionnellement vivante. Parmi les initiatives prises à l'occasion de ce centenaire, signalons à nouveau le numéro spécial du « Vétéran socialiste » entièrement consacré au souvenir de Léon Blum (le numéro 1,50 F, 12, Cité Malesherbes).

Un boomerang pour Debré

Ce soir-là, l'équipe locale jouait contre l'Olympique de Marseille. Dans les cafés de Montluçon, exceptionnellement ouverts jusqu'à trois heures du matin, on a plus parlé du « match du siècle » que du verdict de la journée.

Et pourtant, c'était aussi un événement. La relaxe pure et simple de quatre garçons — trois étudiants, un animateur — coupables d'avoir distribué des tracts en faveur de l'objection de conscience, c'est un peu la condamnation de l'article 50 du code du Service national.

Ce fameux article 50 interdit toute propagande, sous quelque forme que ce soit, tendant à inciter autrui à bénéficier des dispositions de la présente loi dans le but exclusif de se soustraire aux obligations militaires ».

Suicide d'un jeune

Etrange loi qui s'auto-censure ! disent les adversaires de ce texte. Il ne s'agit pas d'interdire l'information, ripostent les défenseurs, mais la propagande. En octobre 1971, par exemple, le tribunal de Bressuire justifie ainsi une double condamnation : la loi a voulu empêcher « une propagande en vue d'amener le plus grand nombre possible de sujets n'ayant pas encore pris position par eux-mêmes (en leur âme et conscience) à se soustraire aux obligations militaires ».

Cette sollicitude semble excessive aux partisans de la suppression de l'article 50... qui ne sont pas tous des opposants inconditionnels. En avril 1971, lors de la discussion parlementaire du code, le rapporteur U.d.r., Joël Le Theule, estime que « la rédaction de cet article est très ambiguë... La frontière entre propagande et information est difficile à tracer ». La commission de la Défense suit son rapporteur et demande — en vain — la suppression. Quelques mois plus tard, après le suicide d'un jeune qui refusait de porter les armes mais ignorait l'existence du statut, le député socialiste Longequeue revient à la charge, après avoir constaté que le texte « a pratiquement pour effet de dissuader la presse, particulièrement en province, de porter à la connaissance de ses lecteurs les dispositions du statut ». Malgré ces critiques, le ministère de la Défense nationale invoquera de plus en plus souvent cet article 50 au cours de l'année 1971, et les poursuites se multiplieront. Pour le plus grand embarras des tribunaux, qui hésiteront entre les peines symboliques, les peines légères... ou la déclaration d'incompétence. Jusqu'aux acquittements de Montluçon, enfin, qui pourraient marquer un tournant.

Un tournant parce que, désormais, le précédent existe. Mais aussi parce que la preuve a été faite que l'objection de conscience peut mobiliser l'opinion au-delà de cercles restreints. En effet, dès l'annonce du procès, une sérieuse campagne d'information et d'explication s'était développée, pour culminer en février et mars.

François Laplanche, secrétaire de la section du P.s. de Montluçon, raconte comment les socialistes y ont participé du début à la fin, avec les militants de la Fen et de la C.f.d.t., du P.s.u. et de l'Unef, de la Ligue des droits de l'Homme et de la J.o.c., de divers groupes gauchistes... Distributions de tracts à quatre heures du matin aux portes de l'usine Dunlop, affichages aux abords du lycée, meeting avec le pasteur Cruse, sit in de cinq cents jeunes devant le Palais de Justice, le jour de la première audience du procès. Lors de ce sit in, une cinquantaine de jeunes distribuèrent des tracts devant le commissariat et demandèrent à être inculpés pour propagande en faveur de l'objection de conscience. Un commissaire leur répondit en souriant : « Je suis analphabète, je ne sais pas lire. »

Le succès de Montluçon restera peut-être isolé. Mais ce n'est pas certain. En recourant trop volontiers à l'article 50, Michel Debré pourrait bien avoir manié le boomerang : de procès en procès, l'objection de conscience cesse d'être un sujet de conversation pour initiés.

DANIEL MITRANI

ROTISSERIE DE L'ABBAYE
SAINT-GERMAIN-DES-PRES
Dans un CADRE EXCEPTIONNEL, un DINER-SPECTACLE de qualité, d'humour, de fantaisie : 44 F + vin et service (ou à la carte). Et déjeuners ou dîners de groupe
22, rue Jacob DAN. 36-26

La C.g.t. et le référendum

Après Edmond Maire, pour la C.f.d.t., dans notre précédent numéro, c'est aujourd'hui André Berteloot, membre du Bureau confédéral de la C.g.t., qui répond aux questions de « l'Unité ». La parole sera ensuite à Force ouvrière.

« L'UNITE » : Quelle réaction avez-vous vis-à-vis du référendum ?

ANDRE BERTELOOT : Le Bureau confédéral a dénoncé le 22 mars dernier la manœuvre politique que constitue la décision de référendum prise par le président de la République.

En réalité, il s'agit d'une tentative de diversion et de division qui vise à conforter la position du Pouvoir — lequel en a grand besoin — ainsi qu'à freiner le développement des luttes revendicatives, qui sont l'expression du mécontentement des travailleurs et mettent en cause l'ensemble de la politique économique et sociale du gouvernement et du patronat.

Le thème choisi, à savoir l'Europe, ne saurait faire illusion : dans l'état actuel des choses, il s'agit de l'Europe des trusts et l'entrée de la Grande-Bretagne, de la Norvège, du Danemark et de l'Irlande dans le Marché commun ne modifiera pas fondamentalement cette situation.

On connaît l'opposition de la C.g.t. à la politique du Pouvoir sur le plan intérieur. C'est le même souci d'assurer aux monopoles les plus grands profits qui guide ce même Pouvoir dans son action sur le plan européen.

On comprend, dans ces conditions, l'intérêt que la C.g.t. aurait attaché à une prise de position commune des forces de gauche, repoussant clairement de telles visées dont les travailleurs sont les victimes désignées.

On comprend également qu'elle ne peut que regretter l'absence d'accord entre les principales forces de gauche que sont le P.c.f. et le P.s., sur la réponse à donner le 23 avril.

La C.g.t., organisation de masse des travailleurs, soucieuse également d'éviter tout clivage et de préserver toutes les chances d'union des forces de gauche, ne peut que tenir le plus grand compte des différences d'appréciation qui se sont ainsi exprimées sur le plan politique.

Pour autant, elle ne saurait, sans trahir sa mission, être indifférente au résultat d'une opération qu'elle apprécie comme étant dirigée contre les masses laborieuses.



André Berteloot.

Sa Commission exécutive, qui doit se réunir le 12 avril prochain, ne manquera pas de tenir compte de tous ces éléments pour fixer définitivement la position confédérale.

— Que pense la C.g.t. de l'Europe des travailleurs ? Comment son existence se manifeste-t-elle aujourd'hui ?

— L'expression « Europe des travailleurs » est, pour le moins, mal venue dans la situation actuelle. Il y a aujourd'hui, d'une part, une « Europe » voulue par les grands monopoles capitalistes et les gouvernements ; d'autre part, des travailleurs qui, dans chaque pays, qu'ils soient nationaux ou immigrés, sont contraints de lutter pour défendre leurs droits.

Dès l'origine, lors de la signature du Traité de Rome, la C.g.t. a mis en garde les travailleurs contre une construction qui tendait, en définitive, à leur plus grande exploitation.

Une des caractéristiques de la mise en application du Traité du Marché commun, c'est que l'ouverture des frontières s'est bien effectuée au profit de l'expansion et de la concentration des monopoles, mais que « l'harmonisation dans le progrès » de la situation sociale des travailleurs, prévue dans un article du Traité, est restée lettre morte.

Au cours des dernières années, ce sont les travailleurs des six pays qui ont fait les frais des difficultés économiques rencontrées, notamment, par le fait de l'inflation qui érode leur pouvoir d'achat et par l'extension du chômage.

Les politiques communes ont eu, jusqu'à présent, une portée limitée. Mais leur caractéristique essentielle est de renforcer la position des groupes financiers, au détriment des travailleurs et des plus larges couches de la population.

Il en va ainsi de la volonté de ressusciter la politique des revenus comme élément constitutif d'un plan d'union économique et monétaire.

Dans ce contexte, la défense des intérêts des travailleurs en Europe pose les mêmes problèmes que dans chacun des pays considérés et, en tout premier lieu, celui de leur unité dans l'action.

En ce sens, un Front syndical commun donnerait aux travailleurs européens un poids certain face à la coalition des trusts qui a pris forme dans le Marché commun.

C'est dans ce sens que la C.g.t. poursuit ses efforts.

— On parle beaucoup de sociétés multinationales. Quel type de problèmes leur développement pose-t-il aux syndicats ?

— Le développement des sociétés multinationales ne pose pas seulement le problème d'un front commun des travailleurs d'un même groupe face au centre de décision de la « société mère ». En fait, le développement de ces sociétés s'inscrit dans le contexte économique et politique des liens étroits qui unissent le grand capital et les moyens d'interventions de l'Etat dans tous les pays capitalistes développés.

Les politiques économiques de soutien aux monopoles servent d'appui à l'expansion internationale des groupes financiers.

Cet appui leur permet de renforcer leur concentration à la fois sur des bases nationales et dans plusieurs pays, mais toujours en s'insérant dans les structures industrielles et bancaires existantes, qui fonctionnent comme circuits financiers de centralisation des profits.

— Croyez-vous qu'un front syndical solide C.g.t. - C.f.d.t. soit possible ?

A Sedan, le courant passe

— Par deux fois, un accord a été conclu entre la C.g.t. et la C.f.d.t. à partir de revendications communes : une première fois en 1966, et l'on se souvient de multiples actions communes qui ont, pour une part, préparé les événements de 1968 ; une deuxième fois en décembre 1970 et, depuis cette date, qu'il s'agisse des retraites, de la durée du travail, de l'emploi ou des libertés syndicales, cet accord s'est avéré encore une fois des plus bénéfiques.

Bien entendu, il existe entre la C.g.t. et la C.f.d.t. un certain nombre de divergences, notamment sur le plan des orientations et sur le plan des méthodes.

Tout en s'attachant à faire en sorte que les choses soient claires et les travailleurs parfaitement informés, la C.g.t. n'entend nullement renoncer à ses efforts pour maintenir et élargir si possible, le front commun d'action syndicale. Cela pour une bonne et simple raison, c'est que la défense efficace des revendications impose l'unité d'action et que l'on ne voit pas comment faire autrement !

— Le thème de l'Europe divise la gauche. Les divisions se retrouvent-elles au niveau syndical ?

— La C.g.t. s'est prononcée en son temps à propos du Traité de Rome, qu'elle a condamné par rapport à ses conséquences possibles sur la situation des travailleurs. Elle n'en a pas moins revendiqué sa place au sein de la C.e.e. au même titre que les autres centrales syndicales ; car il était impensable que la première organisation française soit absente d'un endroit où se discutent des problèmes et se prennent des décisions qui, le plus souvent, se répercutent sur les conditions de vie et de travail.

Les faits ont largement démontré qu'il s'agissait bien, en la circonstance, de défendre les intérêts des travailleurs face à l'alliance anti-ouvrière du gouvernement et des monopoles capitalistes.

De grandes luttes revendicatives ont affecté tous les pays du Marché commun, pour les salaires, la durée du travail, l'emploi, etc. Sur cette base de revendications communes, il n'y a aucune raison pour que les organisations syndicales demeurent divisées ; l'expérience aidant, l'évolution irait plutôt dans le sens d'un rapprochement des points de vue.

Propos recueillis par Michèle Backmann.

Le nom de la ville, depuis Mac-Mahon et Guderian, traînait derrière lui un parfum de défaite. C'est fini. Sedan est, en même temps que la plus jeune cité française, l'une de celles où il se passe des choses passionnantes dans ce qu'on appelle l'animation urbaine.

Ville ouvrière désormais dotée d'une infrastructure moderne et d'industries de pointe, où les trois-cinquièmes des habitations sont des constructions neuves, Sedan s'est délibérément tournée vers l'avenir. Cet état d'esprit devait se concrétiser en mars 1971, quand l'Union de la gauche portait de 9 % à 52 % sa représentation au conseil municipal. Une telle évolution électorale n'a pas manqué d'avoir des prolongements intéressants sur le plan de la communication à l'intérieur de la ville.

Nous avons suivi pendant un mois et demi les efforts fournis par la municipalité dans l'expérience d'animation qu'elle mène depuis juin dernier. Les débuts ont certes été hésitants, la population n'ayant jamais eu l'habitude du dialogue avec ses élus et, a fortiori, avec son administration. Sedan a été découpée en sept zones correspondant à des entités topographiques ou sociales, tantôt zones nouvelles (Zup), tantôt ancien village rural rattaché plus ou moins récemment (Frénois).

Chacun de ces petits territoires s'est doté d'un Bureau représentant les habitants, qui propose des réunions de façon régulière. Lors de ces réunions — où l'on remarque, bien souvent, la présence d'un conseiller municipal — sont évoquées des questions d'intérêt commun. Le débat sur ces problèmes et la recherche de leur solution permettent à l'heure actuelle à la population de prendre conscience de la gestion de la ville et de la répartition des centimes : les Sedanais peuvent juger sur pièces de l'utilisation de leur argent.

En outre, les propositions des habitants sont prises en compte par la municipalité, qui devient l'émanation véritable de la population. Chacun peut mieux connaître sa ville et, aussi, mieux la respecter. Cette notion de respect est importante, tant les centres urbains modernes sont fréquemment menacés par la détérioration et les abus divers.

Un exemple illustre l'efficacité de cette politique d'information et d'animation : le quartier neuf de Frénois est situé à 4 km du centre-ville, où a été construite la Maison des jeunes et de la culture. Les jeunes du quartier, par trop isolés des distractions citadines, ont décidé d'utiliser un vieux pavillon comme centre de loisirs. Ils ont entrepris sa réfection et en assurent aujourd'hui eux-mêmes le fonctionnement, action vivement approuvée par la municipalité.

Les questions matérielles laisseront ainsi peu à peu la place aux problèmes sociaux et culturels. Déjà, l'une des unions de quartier du sud de la ville envisage d'ouvrir aux femmes le foyer de jeunes chaque après-midi, afin qu'elles aussi puissent établir un échange d'idées sur des thèmes quotidiens.

Cette nouvelle orientation n'exclut en aucune façon la création d'axes de développement économique. A la base de cette entreprise, notamment, Charpentier, maire socialiste de Sedan et docteur en médecine, Dromby, premier adjoint et professeur, et Trailin, adjoint, syndicaliste C.f.d.t. et employé aux usines Sommer. Des unions de quartier à cette équipe de tête, le courant passe parfaitement. C'est peut-être ce qu'on appelle la démocratie.

JEAN-PIERRE BUTHION

MELINA MERCOURI



"JE SUIS NEE GRECQUE"

Le 21 Avril 1967, les militaires prennent le pouvoir dans la cité qui a inventé la démocratie. Ce livre est né de cette blessure.

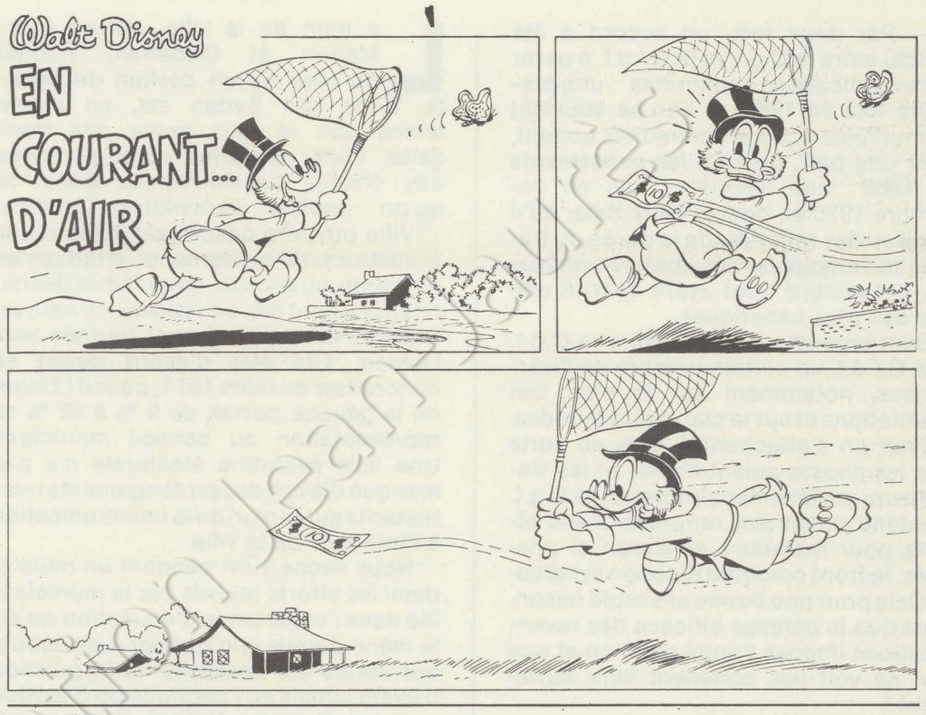
STOCK

L'école du petit capitaliste

P.d.g. déçus par votre progéniture ou jeunes cadres dont les rejetons n'ont pas des résultats scolaires à la mesure de vos ambitions, réjouissez-vous ! Désormais, ils réussiront dans la vie : la firme Walt Disney vient, pour eux, de remettre en vedette un personnage exemplaire, Picsou, qu'un illustré mensuel popularise en France depuis mars.

Picsou, oncle de Donald, est un milliardaire dont tous les gestes n'ont d'autre but que d'accroître sa fortune. La morale qui court à travers les pages de l'illustré, c'est que l'argent est la valeur suprême — l'argent ou plutôt l'or, car « Picsou », c'est Guizot revu par Rueff.

A partir de là, l'oncle Picsou passe son temps entre son coffre, sa caisse enregistreuse et les téléphones où il brasse des affaires en 14 langues. Il ne s'arrête que pour se détendre « en prenant des douches de pièces d'or ». Le Donald de jadis était un râleur vaguement contestataire. Son homologue 1972 — même physique, plus un haut-de-forme — au contraire, moralise ainsi : « On ne blâme pas un ignorant, on le rééduque, on le récupère pour la société ! » (n° de mars).



Tout le magazine est de la même veine (aurifère) que les aventures de l'oncle : les pages « éducatives » traitent de la découverte du métal jaune, de ses propriétés, des zones d'exploitation, etc. ; la recette culinaire est celle des gâteaux « écus d'or » ; le jeu décrit l'attaque du coffre de Picsou ; le concours promet en prix 10 lingots ; l'inévitable gadget est une médaille dorée ; l'initiation à l'anglais est titrée : « My Picsou is rich »...

Dollar ou papillon

La supervalorisation de l'or étant ainsi bien amarrée dans l'esprit de vos enfants, il leur reste à passer aux leçons 2 et 3. L'une s'énonce ainsi : pour acquérir la fortune, tous les moyens sont bons. Enfoncés, l'escroquerie à la petite semaine des Pieds Nickelés de grand papa, et le cynisme des illustrés modernes ! Les coups de force et les ruses de Picsou vont bien au-delà, qu'il exploite les habitants de Picville, raffine le pétrole, ou fasse — bien sûr ! — dans l'immobilier (« Vallée Picsou, villas de luxe avec piscine, plus rien à louer »).

Troisième leçon : une fois l'or acquis, il faut, comme Picsou, le capitaliser, l'enfermer — toute une mythologie du coffre, au gré des pages — et ne jamais s'en séparer, l'avarice étant un trait dominant de ce sympathique personnage. Grâce à quoi, on sera heureux. Picsou professe (n° d'avril) : « Si l'argent ne fait pas le bonheur, l'or fait le mien. »

Voilà donc comment les enfants de 1972 seront à l'abri de deux fléaux : d'abord, la vieille morale laïque, bien dépassée — grâce à Picsou, ils savent que ceinture dorée vaut mieux que bonne renommée. Ensuite, la poésie, cette dérision : « Il arrive que mon cœur, dit Picsou, se sente tout ému devant un spectacle poétique. Comme, par exemple, celui des lingots qui emplissent mon coffre. » Et lorsque, chassant le papillon, notre héros voit voler au vent un billet de 10 dollars, c'est ce dernier qu'il pourchasse de son filet...

On est partagé, finalement, entre deux sentiments. Ou s'émerveiller de l'astuce de commerçants qui, parlant d'or, ont trouvé un sacré filon. Ou s'alarmer de l'étrange philosophie que cet illustré diffuse parmi nos enfants. Comme dit Picsou : « On rééduque, on récupère pour la société... »

G.R.

un certain socialisme

LA SUEDE EN QUESTION

une collection nouvelle de volumes de poche, toute entière consacrée à la Suède. Non pour proposer un "modèle" mais s'interroger sur des réalités suédoises dont la connaissance ne peut que nous éclairer.

Parus :

1. **UNE SOCIETE MIXTE*** par **Jacques Arnault** Structures et paradoxes de l'Economie suédoise: Capitalisme et Socialisme.
2. **LA CULTURE ET L'ETAT*** par **Bengt Söderbergh** Une politique culturelle dynamique et démocratique.
3. **L'ENVIRONNEMENT SANS FRONTIERES****** par **J.-Ph. Barde et Ch. Garnier** Environnement, politique et art de vivre.
4. **ECOLE NOUVELLE, SOCIETE NOUVELLE*** par **Serge Richard** Structures et méthodes d'un Enseignement rénové.
5. **UNE POLITIQUE DU BIEN-ETRE***** par **Guy de Faramond** La société au service de l'individu.
6. **LA CONDITION FAMILIALE EN MUTATION** par **Anna-Greta Leijon et Marianne Kärre** Préface de Nicole Bernheim. Révolution féminine à la suédoise.

* 8,70 F ** 9,90 F *** 12,50 F **** 15 F

SEGHERS

6, rue du Mail - Paris 2e - *vente en librairies*

Le Danemark et l'Europe

Après les textes de Willy Brandt, Salvador Allende et Harold Wilson, que nous avons publiés dans nos premiers numéros, nous donnons aujourd'hui la parole à un autre dirigeant du mouvement socialiste international, le Premier ministre danois, Otto Krag.



PAR OTTO KRAG

En tant que socialiste danois ayant eu l'honneur d'être cosignataire à Bruxelles, le 22 janvier 1972, du traité sur l'élargissement des Communautés européennes, l'occasion me semble excellente pour formuler quelques considérations sur le développement futur des sociétés européennes et sur les tâches qui s'annoncent, selon un point de vue socialiste.

On rencontre au Danemark, comme dans les autres pays candidats et aussi de la part de divers milieux socialistes, une certaine opposition au Marché commun et à l'adhésion à la Communauté. Aux yeux de cette opposition, la Communauté est une organisation capitaliste favorisant les intérêts des grands groupes internationaux.

Ce n'est pas ainsi que je vois les choses. L'élargissement des Communautés européennes en un groupe de dix pays à gouvernement démocratique comptant, ensemble, la majeure partie de la population de l'Europe occidentale, doit être vu comme un défi et une invitation à l'initiative et à l'action. Même si les forces socialistes n'ont pas la même influence dans chacun des pays de l'Europe occidentale, le fait qu'elles puissent agir à l'intérieur de la même communauté de marchés conduira à un raffermissement de la solidarité entre les mouvements politiques et professionnels de même idéologie dans les divers pays. Cela consolidera leurs efforts dans la poursuite d'objectifs communs.

C'est, en tout cas, le désir du Parti socialiste danois d'intensifier la coopération avec ceux qui, en Europe occidentale, ont les mêmes préoccupations, tout comme le mouvement syndical danois a consolidé ses contacts dans les autres pays européens.

Quelles sont les tâches des mouvements socialistes d'Europe ? A ce sujet, je pense naturellement d'abord à la coopération internationale au-delà des frontières.

Contrairement à l'argument des adversaires du Marché commun qui disent que celui-ci est l'instrument des groupes géants internationaux, je pense qu'il doit être un instrument de contrôle de ces groupes. Il faut comprendre qu'un tel contrôle n'est possible que sur le plan international, afin que les pays ne s'isolent pas les uns des autres. Mais il s'agit d'accorder une valeur réelle à la coopération européenne institutionnelle, afin de donner une plus grande qualité à la vie de chaque homme, c'est-à-dire de mettre le développement de la société industrialisée sur la bonne voie.

Comment donner plus de qualité à la vie ?

Il faut d'abord que chacun ait la possibilité d'avoir plus d'influence directe sur les décisions concernant l'existence quotidienne dans le travail et le loisir.

L'homme est producteur et consommateur. Il est producteur sur son lieu de travail. La tâche politique consiste à veiller à ce que le travailleur au sens large ait non seulement un meilleur salaire et des prestations sociales plus élevées, mais aussi qu'il puisse participer aux décisions.

Pour le consommateur, il s'agit de faire un meilleur usage d'un niveau de vie en hausse. Quels sont les marchandises, l'ambiance et l'environnement offerts par la société industrielle à ses citoyens ? Comment harmoniser ces conditions avec les idées sur la qualité de la vie ? Pour apprécier ces questions, il est nécessaire de réexaminer l'une des conceptions fondamentales du développement de la société moderne, selon laquelle les ressources de la nature sont inépuisables et impérissables. Cette conception, qui est commune à l'économie libérale et à l'économie socialiste, est sérieusement battue en brèche dans la société industrielle moderne ; la pollution et la destruction de l'environnement le prouvent bien. La société post-industrielle vivante n'est pas — comme aiment l'imaginer bien des futurologues — en premier lieu une société où les machines font tout le travail. Ce doit être une société qui respecte les fonctions de l'appareil circulatoire pour maintenir l'équilibre de l'existence même.

En termes concrets de travail politique, cela signifie qu'il faut, dans la production moderne, accorder plus d'importance à la qualité qu'à la quantité. Les objets devront être fabriqués en vue d'être bons et durables. Il faut cesser l'emploi de matières qui détruisent l'environnement.

Il convient de supprimer les abus de situations monopolistes et d'éviter que de mauvaises marchandises soient proposées à des prix sans rapport avec les frais de production, la publicité médiocre et la compétition pour tout, sauf pour la qualité même de la marchandise. Comme déjà dit, un tel effort ne sera efficace que s'il est réalisé dans le cadre d'une coopération internationale.

Outre les tâches inter-européennes mentionnées plus haut, le socialisme en Europe occidentale doit, c'est l'évidence même, contribuer à appuyer les efforts des pays en voie de développement pour obtenir des améliorations réelles de leurs conditions de vie. Cela doit être un devoir de l'Europe de travailler à l'amélioration des conditions de vie (également en ce qui concerne la pollution du globe terrestre) non seulement des plus pauvres en Europe occidentale, mais aussi et peut-être davantage des plus pauvres dans le reste du monde. Ce que je viens d'exprimer demande naturellement qu'à l'avenir nous puissions vivre dans un monde paisible. Dans l'immédiat, la meilleure base en est le maintien des systèmes de sécurité à l'Est et à l'Ouest.

De nombreuses et grandes tâches s'imposent à la future coopération européenne. J'espère et je crois que mon pays, avec les autres pays candidats à la Communauté européenne élargie, pourra contribuer à orienter le développement européen vers de nouveaux horizons.

La puissance d'un trust

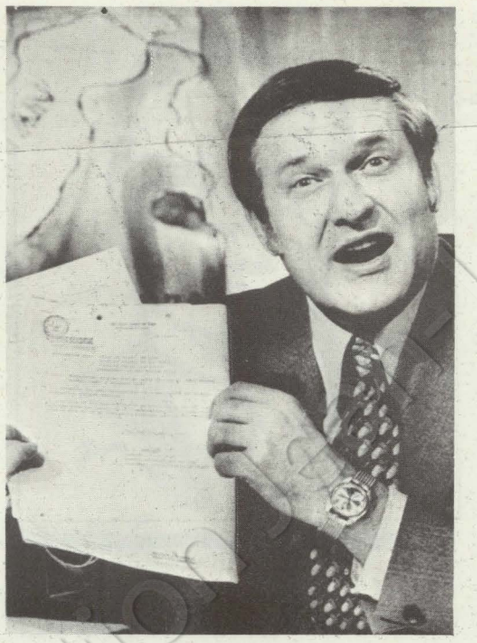
« Je sais bien que le Chili n'est pas Saint-Domingue et que ce n'est pas par un débarquement de « Marines » que les Etats-Unis tenteront de mettre fin à notre expérience socialiste », déclarait récemment Salvador Allende à un visiteur français. Et le Président chilien ajoutait : « Il y a déjà ici plusieurs centaines d'agents de la C.i.a., mais ce qui nous menace est beaucoup plus grave, puisqu'il s'agit d'une puissance que même le gouvernement de Washington n'arrive pas à contrôler. »

Depuis quelques semaines, cette puissance a un visage, ou plutôt trois initiales : celles de la compagnie I.t.t. (International Telephone and Telegraph) que les retentissantes révélations du journaliste américain Jack Anderson, décidément renseigné aux meilleures sources, ont mises brusquement sur la sellette.

Le 30 mars, la Chambre des députés chilienne a désigné une commission spéciale pour enquêter sur ce qui concerne, dans ces révélations, l'intervention directe de la compagnie américaine dans les affaires intérieures chiliennes. Intervention qui avait pour but — le fait est maintenant clairement établi dans un document de 96 pages diffusé cette semaine à Santiago — d'empêcher, en liaison avec la C.i.a., l'accession au pouvoir d'Allende après sa victoire à l'élection présidentielle de septembre 1970.

Un empire diversifié

Qu'est-ce donc que cette superpuissance qui, jusqu'ici, a réussi à damer le pion au président Richard Nixon lui-même ? Officiellement, ce n'est que la huitième société américaine par ordre d'importance. Son chiffre d'affaires a dépassé 7 milliards de dollars en 1971, ce qui la laisse loin derrière la General Motors, par exemple, mais c'est quand même l'I.t.t. qui, de toutes les entreprises américaines, a connu la plus forte expansion depuis dix ans. Surtout, alors que les autres sociétés géantes sont généralement concentrées sur un seul secteur (automobile, pétrole, ordinateurs, etc.), l'empire I.t.t. est extrêmement diversifié, puisqu'il est implanté dans plus de 70 pays et touche à une trentaine au moins de branches aussi différentes que le téléphone, l'industrie spatiale, les satellites de communication, les chaînes d'hôtels Sheraton, les



Jack Anderson.

conserves de jambon ou les locations de voitures.

Tout cela n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est le scandale déclenché par les documents d'Anderson sur la façon dont l'I.t.t. a assuré sa puissance, devenant une sorte d'Etat dans l'Etat, achetant banquiers et hommes politiques, tentant mille pressions sur les journalistes, comme le raconte « America, Inc. », le livre très fourni de Morton Mintz-Jerry Cohen préfacé par Ralph Nader (à Edition Spéciale). Hors même des Etats-Unis — 60 % des revenus d'I.t.t. proviennent de l'étranger — le trust ne recule devant rien : en 1954, pour obtenir l'option sur le câble sous-marin U.s.a. - Groënland - Royaume Uni, il réussit à se faire communiquer les délibérations internes des puissances intéressées et à utiliser ses « relations » avec des gouvernants aussi haut placés qu'Harold Macmillan (Grande-Bretagne), Lester Pearson (Canada) et Foster Dulles (Etats-Unis).

Un jour de 1969, un fonctionnaire de l'Etat de Connecticut mit son veto à la prise de contrôle par l'I.t.t. d'une grosse compagnie d'assurances, la Hartford Fire Insurance. Anderson révèle que l'I.t.t. intervint alors auprès du ministère de la Justice, offrant, en échange d'un arrangement sur cette affaire, de financer à concurrence de 400 000 dollars la Convention du Parti républicain à San Diego. Dix jours après, l'I.t.t. recevait officiellement l'autorisation d'absorber la compagnie d'assurances...

Ayant ainsi fait une fois de plus la preuve de son irrésistible puissance, l'I.t.t. s'attaquait l'année suivante au Chili, où la victoire de l'Unité populaire risquait de compromettre une position acquise depuis 1930. C'est, en effet, une filiale de l'I.t.t. qui a installé le réseau téléphonique chilien et en retirait un bénéfice annuel de l'ordre de 40 millions de dollars.

C'est donc un complot en bonne et due forme que fomentait la compagnie américaine, en accord avec la C.i.a. (1) et sans opposition — c'est le moins qu'on puisse dire — de la Maison Blanche, qui était parfaitement informée. Le chef du complot était le général Viaux. Il y eut un mort : le commandant en chef de l'armée chilienne, le général Schneider. Mais ce fut un échec.

L'I.t.t. n'a pas renoncé et, face à la décision du gouvernement chilien de nationaliser le téléphone, elle réclame 153 millions de dollars pour céder ses actions. Il est bien peu probable qu'elle obtienne jamais satisfaction, mais Allende n'entend pas en rester là : au moment où les Etats-Unis s'efforcent d'asphyxier le Chili dans la négociation sur sa dette extérieure, il n'est pas fâché de pouvoir exploiter une affaire qui trouble l'opinion chilienne, y compris dans la partie de la population qui est hostile à l'Unité populaire. D'autant plus que le trouble atteint également l'opinion américaine, si l'on en croit du moins cette question posée il y a quelques jours dans le « Washington Post » : « Quel est donc ce système qui autorise les dirigeants d'un grand trust à se promener dans les couloirs du gouvernement comme s'ils y étaient chez eux ? Comment un président américain pouvait-il, en 1970, envisager une intervention pour empêcher le président élu d'un pays prétendument ami d'accéder au pouvoir ? ».

Ce système ? Et bien, c'est celui de la « libre entreprise américaine ». Celui, précisément, que le Chili est en train de mettre à bas.

JACQUES MIRAND

(1) L'un des principaux dirigeants de l'I.t.t. est John A. Mc Cone, ancien directeur de la C.i.a.

Pourquoi Hanoï attaque

Pour « répondre au vœu de victoire totale sur l'ennemi exprimé par le président Ho Chi Minh » — comme l'a déclaré dimanche à Hanoï le général Giap, le vainqueur de Dien Bien Phu — les forces populaires vietnamiennes ont lancé, samedi dernier, leur offensive militaire la plus puissante depuis les combats de rue à Saïgon pendant le Têt 1968.

Après quarante-huit heures de bombardements intensifs, les régiments nord-vietnamiens assistés des maquisards du F.n.l. ont balayé sans coup férir le sud immédiat de la zone démilitarisée et, dès mardi, Hué, la cité impériale de 200 000 âmes, se trouvait menacée. D'autres forces communistes accentuaient leur pression simultanément à la frontière laotienne et, plus au sud, à partir du Cambodge, face au delta du Mékong, plaine riche, fortement peuplée, zone-clé de la « pacification » américano-sud-vietnamienne.

L'armée de Saïgon, privée au départ, du fait du mauvais temps, de l'appui vital de l'aviation américaine, n'a pas cessé de reculer ; sa contre-offensive, amorcée seulement dans la nuit de lundi à mardi, ne pouvait pas, à elle seule, rétablir la situation. Pourtant, l'attaque des révolutionnaires était prévisible : voici six mois que Saïgon en annonçait l'imminence, d'abord pour le Nouvel An vietnamien, ensuite pour l'arrivée de Richard Nixon en Chine. La défaite initiale des soldats saïgonnais, quels que soient les revirements militaires que puisse réserver l'avenir, n'en est que plus accablante.

Désormais, que la Maison Blanche décide ou non de bombarder à nouveau le Vietnam du Nord, voire sa capitale — des mesures d'urgence ont été prises à Hanoï en prévision d'une telle éventualité qui, de toute façon, ne changerait pas de façon décisive les plans nord-vietnamiens — la preuve est faite : l'armée gouvernementale, livrée à elle-même, est incapable d'assurer convenablement sa propre défense, même face à un ennemi inférieur en nombre. Or, le succès de la « vietnamisation » du conflit indochinois telle que l'entend Nixon — la prise en charge par les Indochinois de leur défense parallèlement au retrait militaire américain de la péninsule — dépend de la capacité des troupes de Saïgon à contenir le « péril communiste ». C'est donc toute la politique indochinoise de la Maison Blanche qui, en quelques jours de combat, se trouve d'un coup remise en question.



Patrouille de Marines sud-vietnamiens.

Pour les communistes vietnamiens, la politique et le militaire sont intimement liés ; Hanoï ne cherche pas une victoire stratégique décisive, mais un gain politique déterminant.

Son offensive se déploie alors même que des élections primaires se déroulent aux U.s.a.. Hanoï sait que, Nixon une fois réélu, il lui faut s'attendre à au moins quatre nouvelles années de guerre — car les dirigeants nord-vietnamiens n'ont jamais cru aux « intentions pacifiques » proclamées par le chef de la Maison Blanche. Ils veulent donc acculer le « candidat » Nixon au pied du mur et l'obliger à choisir maintenant : ou bien il riposte à la pression militaire communiste par une nouvelle « escalade » — arrêt du désengagement militaire américain d'Indochine, voire participation directe aux opérations des quelque 95 000 G.i. encore au Vietnam ; ou bien il consent à un règlement politique du conflit sur la base des conditions mises en avant par le G.r.p. et les Nord-Vietnamiens.

Toasts à Moscou

Cela suppose la fixation d'une date limite du retrait de toutes les troupes américaines d'Indochine, l'abandon par Washington du président Thieu et de son équipe, et la possibilité pour le G.r.p. de participer au pouvoir au Vietnam du Sud. Autant d'exigences que Washington a jugé inacceptables jusqu'ici et qu'il ne pourra admettre sans se renier.

Mais, et c'est là l'un des dividendes politiques de l'offensive militaire communiste actuelle, Hanoï ne vise pas uniquement Washington, en la circonstance. La « grande politique » du président Nixon en direction des deux centres du communisme mondial est suivie avec vigilance par les dirigeants d'un petit peuple, qui, s'il connaît ses amis, n'ignore pas les limites de leur intervention. La rencontre Mao-Nixon avait entraîné plus que des réserves. La rencontre Brejnev-Nixon inquiète moins, dans la mesure où l'allié soviétique apporte les preuves concrètes de son soutien.

Reste la crainte d'un règlement mondial qui empêcherait Hanoï d'atteindre son principal objectif, la réunification à moyen terme du Vietnam. D'autre part, les dirigeants soviétiques ne sont pas gênés par une démonstration supplémentaire de l'échec de la politique américaine au Vietnam, dans la mesure où ils sont bien convaincus que Nixon veut, au bout du compte, s'en aller.

Verra-t-on les bombes des B 52 raser la terre brûlée indochinoise entre deux toasts portés avec les dirigeants du Kremlin, comme on a vu ces mêmes engins de mort semer la désolation pendant les étreintes officielles de Pékin ? Ce n'est plus pour surprendre. En tout cas, Leonid Brejnev n'en sera que plus à l'aise pour présenter ses propres dossiers. Et le président Nixon se convaincra un peu plus encore que, dans cette guerre sans victoire et sans avenir, il lui faudra tôt ou tard reconnaître le principe d'une unité nationale qu'il a déjà acceptée au sujet de Formose.

CLAUDE FUZIER

En mai, fais ce qu'il te plaît

Un fait nouveau : les vacances commencent, timidement, à s'imbriquer dans l'année de travail. Le fameux « étalement » deviendrait-il réalité ?

Evidemment, pour le moment, ce sont surtout les industriels des vacances qui mènent campagne en ce sens. Affiches sur les autobus, publicité humoristique et grinçante à souhait dans un magazine de jeunes « qui s'amuse à réfléchir », colloques à la radio : rien n'est épargné. Désormais, à la « saison » s'ajoutent la « moyenne saison », et même la « basse saison », qui commence le 7 avril.

Argument massue : les prix. Aucune comparaison possible entre le prix d'une pension au bord de la mer en avril et en août. Et Gilbert Trigano, le P.d.g. d'un club célèbre, de nous préciser : « Les prix sont inférieurs de 40 %. Une semaine à Corfou en mai, pour un adulte, voyage non-compris, revient à 275 F, alors qu'elle coûte 470 F en août. La mer est douce, les installations fonctionnent normalement et, surtout, les gens sont calmes, détendus.

« Mais, ajoute-t-il, pour nous, c'est aussi vital. Quel que soit le nombre des adhérents qui partent à cette époque, nous payons le loyer du terrain, tous les frais généraux, les salaires. Aussi nous faut-il, même sans faire le plein, remplir au maximum. »

Toute l'hôtellerie, tous les organismes de tourisme et de vacances en sont là : ou bien le remplissage en basse saison est vital, ou bien il est source de très appréciables bénéfices. De toute façon, c'est un objectif essentiel pour eux.

Les classes-club

A vrai dire, ce n'est pas tellement nouveau. Ce qui l'est, c'est que cela, paraît-il, « mord » mieux cette année que les précédentes. Des couches de population nouvelles semblent touchées : des familles dont les enfants sont encore à l'école primaire commencent à prendre quelques libertés avec la scolarité. Au point que tel club songe à organiser, pour l'avenir, un système d'« aide scolaire ». Une explication aussi : la durée des séjours dans ce type d'organismes de vacances a considérablement diminué ces dernières années. Les séjours de huit ou quinze jours s'y multiplient au détriment des vacances de trois semaines ou d'un mois. A la fois parce que la clientèle aisée prend l'habitude de morceler ses vacances, et parce qu'une clientèle plus âgée, plus chargée d'enfants, moins aisée, peut faire l'effort de s'offrir 8 ou 15 jours de folie, mais pas 30. Un peu, aussi, parce que deux semaines de vacances « animées », c'est drôle, mais davantage, ça l'est beaucoup moins !

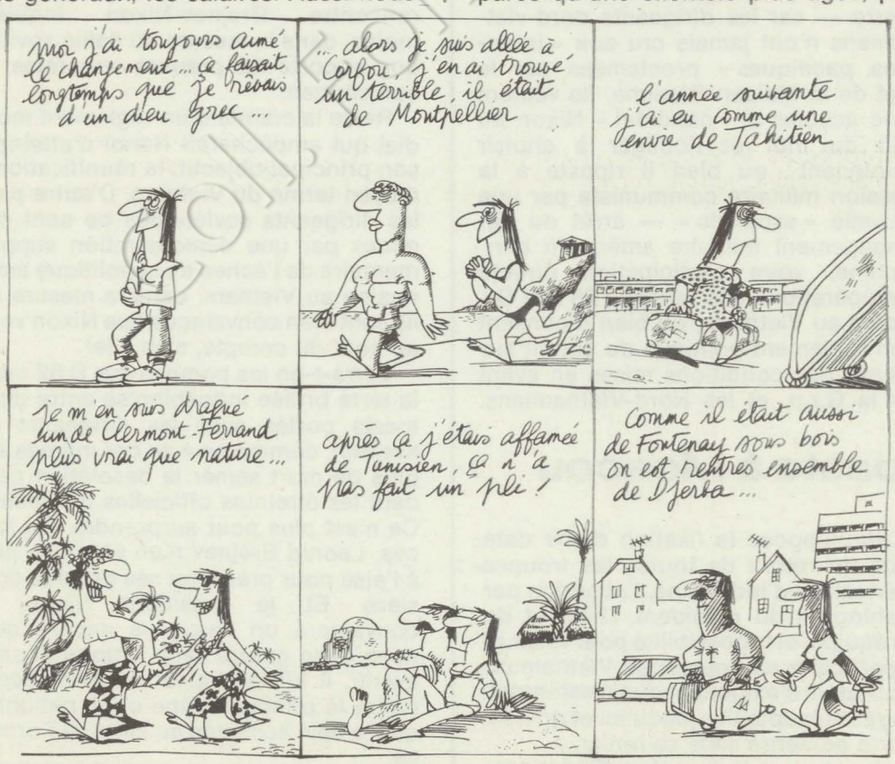
Ainsi, faire manquer aux enfants une semaine ou deux au cours du troisième trimestre, alors que bien souvent déjà les jeux sont faits pour l'année suivante, cela semble devenir possible. Certains instituteurs vont même jusqu'à estimer qu'une telle occasion ne peut que favoriser le travail le reste du temps.

Sans doute est-ce, pour le moment, avant tout, une très bonne opération commerciale. Mais si cette année elle marche, c'est aussi le signe d'une mentalité qui commence à changer. On va, peu à peu, s'habituer à l'idée que les vacances peuvent être autre chose qu'une vaste rupture partageant implacablement le temps en deux : celui de l'activité et celui de la non-activité. Vieil héritage d'un passé de bourgeois et de propriétaires terriens ! Vacances est devenu aussi synonyme de voyages, et, grâce à l'avion, de voyages qui peuvent être courts.

Et puis, avec la toujours problématique mais toujours espérée diminution du temps de travail, on découvre qu'on peut réaménager le temps en émaillant la période d'activité de plus courtes, mais plus nombreuses périodes de temps libre : une infinie variété de solutions nouvelles à chercher ! Les idées sont dans l'air. Malheureusement, elles n'entrent que timidement dans les mœurs. Ceux qui peuvent actuellement bénéficier des prix de basses saisons sont encore, justement, ceux qui auraient le plus les moyens de payer ceux de haute saison : les médecins s'y retrouvent en masse, et certains commerçants, avec les cadres, qui peuvent plus aisément choisir la date de leurs congés et faire garder leurs enfants. Car le problème de l'école demeure le problème n° 1. A quand l'école permanente, avec « unités de valeurs » pouvant s'ajouter librement les unes aux autres ?

Le mouvement a démarré et, s'il prend sa vitesse de croisière, chacun d'entre nous pourra être, à son tour, le privilégié qui jouit « de la douceur de ne rien faire quand tout s'agite autour de vous ». Et les vacances H.l.m.-métro où l'on s'arrache un mètre carré de plage seront révolues.

CHRISTIANE PEYRE



Bande dessinée publicitaire de Bretecher dans « Pilote ».

Comment peut-on être Suédois?

Pour les théoriciens et les responsables politiques, il existe de par le monde un petit nombre de nations considérées comme des références, des expériences ou des modèles socialistes, même dans l'acception la plus large. Aux côtés de l'U.r.s.s. et de la Chine, on retient généralement la Yougoslavie pour l'autogestion, Israël pour les kibboutz, Cuba pour le collectivisme en milieu agraire, le Chili, voire la Tunisie pour les coopératives agricoles et artisanales, partiellement l'Algérie, et la Tchécoslovaquie le temps d'un printemps...

Les exemples sont plus rares pour les nations de haut niveau industriel technique, et la Suède, avec les autres pays scandinaves, apparaît comme la seule expérience. Mais peut-on parler ici de « socialisme » ? A-t-on aussi le droit d'inscrire la Suède comme un modèle ?

Au pouvoir depuis 40 ans, les responsables du Parti social-démocrate s'en défendent : pour eux, et les déclarations sont concordantes, la Suède n'est pas un « modèle socialiste ». Mais ils ont la volonté d'avancer vers une société de type socialiste, étape après étape, réforme après réforme. Mais cette méthode est-elle suffisante, et peut-on résoudre les problèmes sans porter atteinte aux structures mêmes de la société actuelle ?

Pilote et non «modèle»

C'est là l'objet d'une nouvelle collection, « La Suède en question », diffusée par les Editions Seghers, sous forme de livres de poche, et dont les auteurs, des Suédois ou des Français, dressent le bilan des expériences, certaines récentes, d'autres en cours depuis plusieurs décennies.

Précisons que, pour aucun d'entre eux, l'idée de « modèle » ne peut être retenue — mais pour une démocratie socialiste, chaque nation n'a-t-elle pas une voie originale à définir ? Cependant, rien ne peut-être ignoré et tout ne peut être rejeté de la construction suédoise : dans plusieurs domaines, la Suède peut être retenue comme un laboratoire d'expérimentation et même comme un pays pilote.

En bloc, le système ne pourrait être calqué ailleurs, car tout est fondé sur des éléments originaux parfaitement analysés dans le premier livre de la série : « Une société mixte ». C'est-à-dire, selon l'auteur, Jacques Arnault — journaliste à « l'Humanité » — sur un équilibre, un consensus de deux forces : d'un côté, les milieux d'affaires, et principalement banquiers, regroupés au sein de la S.a.f. ; de l'autre, le Parti social-démocrate et les syndicats ouvriers, L.o et T.c.o., avec les coopératives. Par les accords de 1906 et de 1936, une procédure de discussions a été mise en place, ainsi qu'une répartition des responsabilités entre organisation patronale et syndicats ouvriers ; la force politique du Parti social-démocrate majoritaire au Parlement, agissant comme facteur de persuasion, restant en réserve.



Vällingby, ville satellite nouvelle près de Stockholm.

Aller plus loin

Une œuvre sociale considérable a pu ainsi être élaborée et appliquée, dont le bilan est exposé dans le livre « Une politique du bien-être », par Guy de Faramond, du « Monde ». La Suède peut être classée en tête des nations pour sa législation en matière de santé et d'hospitalisation, de logements, d'aide aux handicapés, à l'enfance, aux personnes âgées. Personne ne peut ici contester les réalisations — priorité aux investissements et solutions collectives, sans pour autant porter atteinte aux individus — mais tout n'est pas parfait, ce qu'aucun des hommes politiques suédois songerait d'ailleurs à nier.

Le grand pari

Des points noirs subsistent, comme « les marginaux du bien-être » (délinquants, drogués, mal logés, salariés du bas de l'échelle, femmes, notamment). L'édifice, pourtant, en permanente consolidation ou modification, est loin d'être achevé, et passe de l'étape sécurité, garanties de revenus et d'emploi, à celle de l'égalité, plus difficile, depuis 1960-65. Nous retrouvons les questions de départ : la « société mixte » peut-elle ainsi subsister ? La Suède n'est-elle pas parvenue à un point où il faudra aller plus loin ?

Des prises de participation, des contrôles renforcés dans les banques, la création d'une banque nationale d'investissement, ainsi qu'un accroissement du rôle de l'Etat dans les conflits du travail laisseraient supposer des réorientations et remises en cause.

Pour aider à ces transformations, la Suède mise sur la réforme de l'éduca-

→

Comment peut-on être Suédois?

→

tion, pièce maîtresse d'un système où l'égalité des chances ne sera plus un vain mot. « Ecole nouvelle, société nouvelle », l'ouvrage de Serge Richard — rédacteur en chef de « l'Unité » — dans cette collection, résume parfaitement l'ambition des auteurs de la réforme, préparée de 1940 à 1950, testée de 1950 à 1960, appliquée à partir de 1960, et qui ressemble fort à une révolution à moyen terme.

Un mécénat public

C'est, à notre avis, un livre-clé pour comprendre toute la philosophie et la portée de l'expérience suédoise, tout au moins la seconde phase, en cours : elle mise sur les nouvelles générations, brassées dans une école de base et unique (de 7 à 16 ans et bientôt de 3 à 18 ans), où une parfaite égalité des chances est réalisée, le libre choix des parents et des enfants sauvegardé, la sélection et les examens supprimés, l'esprit critique développé, les nouvelles méthodes pédagogiques mises au premier plan. Un grand pari.

De cette éducation devraient naître de nouveaux rapports dans la société de demain. Mais, là aussi, le débat est ouvert, et accepté par les Suédois, sur les résultats de cette réforme. Dans d'autres domaines, la Suède apporte des éléments positifs. Par exemple, en ce qui concerne les arts et les spectacles, la politique retenue vise à une véritable démocratisation. Bengt Söderbergh, dans « La culture et l'Etat », montre que, par le jeu des subventions et des aides, un mécénat des pouvoirs publics a été institué.

L'autre secteur où la Suède peut offrir des exemples — sinon l'exemple — est tout ce qui concerne la politique du milieu, naturel ou urbain, analysée par J.B. Barde et C. Garnier dans « L'environnement sans frontières ». Aucune action dans ce domaine ne peut être menée dans une société industrielle sans prendre comme références ce qui a été élaboré en Suède. En particulier pour la sauvegarde des sites, des rivages et des lacs, pour la lutte contre les pesticides, pour l'épuration des eaux usées, et la destruction des déchets, pour l'implantation contrôlée des usines. Mais, avec le « droit d'accès », le Suédois n'a-t-il pas, en fait, depuis longtemps socialisé la nature ?

Terre d'expériences, laboratoire, la Suède est en tout cas un immense sujet de réflexions et de débats politiques. Elle n'a pas la prétention d'offrir des remèdes-miracles, encore moins un modèle. Elle demeure pourtant, selon l'expression d'Albert Camus, « l'approximation d'une société juste ».

PIERRE THIBAULT

Reich et le IIIe Reich

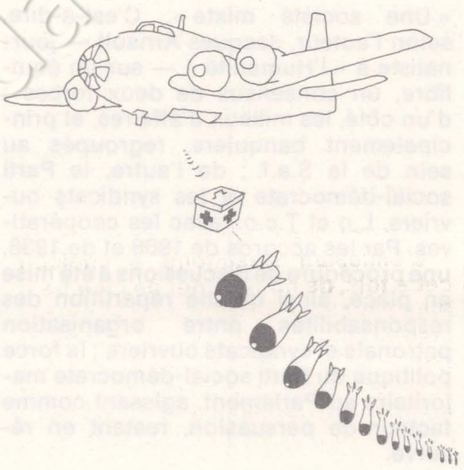
Rejetées par les uns, adulées par les autres, peu d'œuvres ont suscité des réactions aussi diverses que celles du psychanalyste Wilhelm Reich. Il est vrai que, jusqu'à ce jour, aucune édition complète de ses livres n'avait été faite.

D'après les manuscrits détenus aux Etats-Unis par le Wilhelm Reich infant trust Fund, les éditions Payot viennent de faire traduire « La psychologie de masse du fascisme ».

Marxiste non orthodoxe, élève attentif mais irrespectueux de Sigmund Freud, Reich voit dans le fascisme « une forme de mysticisme organisé ». Répression sexuelle, idéologie de la famille autoritaire en Allemagne, rôle de l'Eglise, psychologie de masse de la petite bourgeoisie, autant de thèmes autour desquels se développe sa pensée.

La lecture du phénomène fasciste que propose Reich est parfois discutable, mais toujours excitante pour l'esprit. Il est difficile de l'ignorer.

N.B.



Konk : un trait qui dérange

Konk est un des meilleurs caricaturistes de notre temps. On s'en doutait déjà. On en sera encore plus convaincu après avoir « lu » la plaquette que viennent de publier les Editions ouvrières. Une centaine de dessins, dont nombre d'inédits. C'est drôle, très drôle. Et ça laisse la gorge un peu serrée. Les personnages sont la bombe, la famine, le béton, la tôle, les fusées... et des petits bonshommes qui ressemblent à chacun de nous, qui témoignent de la même inconscience, de la même indifférence. C'est « dit » sans en avoir l'air, mais ça dérange et ça réveille. A ne pas manquer.

D.M.

Le commissaire fait des bulles

Le truculent commissaire San-Antonio traverse, décidément, toutes les épreuves. Ce héros de la littérature policière parodique avait déjà, tant bien que mal, en compagnie de l'énorme famille Bérurier, « revécu » ses aventures à la radio et au cinéma. Or, « San-A. » rivalise désormais avec son petit ancêtre Astérix : le voici (« Olé, San-Antonio ») dans un joyeux album dessiné par Henri Desclez et édité par le Fleuve noir.

Pour enfants ? Pour adultes ? Peu importe. Personne, aujourd'hui, ne se cache plus pour dévorer les bandes dessinées.

H-P.M.

L'Histoire a du talent

Un homme chassé de pays en pays, traqué par les tueurs, qui finit par s'enfermer entre des miradors et des portes blindées... Un exécuteur mené à sa victime par une femme aveuglée d'amour... Un assassiné qui se jette sur son meurtrier et réussit encore à le mordre à la main, alors qu'il a un trou de 7 cm dans le crâne... De quoi tenter un cinéaste, non ?

Il aura pourtant fallu attendre plus de 30 ans pour que cette histoire vraie devienne, à l'écran, « L'assassinat de Trotski ». Comme si la grande nuit stalinienne avait continué longtemps à paralyser l'inconscient des hommes de cinéma. Ceux de gauche autant que les autres.

Par chance, l'un d'eux, Joseph Losey, qui a payé cher jadis ses convictions et que le maccarthysme avait contraint à l'exil, vient de lever l'interdit. Par besoin de vieux communiste de « se délivrer ». Ou par fascination de cinéaste devant le personnage de Trotski et devant une histoire qui est comme l'écho de ses films sur la culpabilité et sur « les procès faits au bourreau » (« Haines », « La grande nuit », « M », « Temps sans pitié », « Pour l'exemple »...).

Mais est-ce bien une chance ? C'est qu'il y a deux films constamment entremêlés dans « L'assassinat de Trotski » : l'un qui est la reconstitution extrêmement scrupuleuse, à deux ou trois détails près, de l'épisode historique : la vie quotidienne en exil du fondateur de l'Armée rouge, son inlassable travail de dénonciation du bureaucratisme sanglant incarné par Staline, le guet des tueurs du G.p.u. et de leurs complices du P.c. mexicain, l'attentat, enfin. L'évocation, axée autour d'un Trotski auquel Richard Burton apporte beaucoup, est parfaite. Mais il n'était pas forcément besoin de s'appeler Losey et de figurer parmi les trois ou quatre plus grands réalisateurs contemporains pour la réussir.

Le sexe mieux que le G.p.u.

L'autre film dans le film, tournant cette fois autour de Jacson - Alain Delon, c'est celui qui décrit, dans l'atmosphère du Mexique de 1940, les liens entre les personnages autres que Trotski. Surtout les rapports entre Jacson-Mercader et la secrétaire du « Vieux », celle qui va, sans s'en rendre compte, introduire le meurtrier dans la citadelle : des rapports reposant presqu'uniquement sur la domination sexuelle — ceux pour lesquels le réalisateur du « Servant » et de « Cérémonie secrète » a une prédilection marquée — et qui, ici, mènent au dénouement du drame beaucoup plus sûrement que toutes les mitraillettes du G.p.u.



Richard Burton.



Trotski sur son lit de mort.

C'est là qu'on attendait le plus de la personnalité de Losey. Ce n'est pas toujours là qu'on la retrouve le mieux. Où est la pénétration psychologique du « Messager » ? Le respect historique du « premier » film semble avoir figé, dans le « second », l'originalité de Losey. Et, du même coup, empêché souvent les deux éléments de se rejoindre, sauf par artifice — l'assez ridicule surimpression de l'effigie de Staline dans l'eau du canal...

C'est loin d'être un échec que « L'assassinat de Trotski ». Mais, pour une fois, Losey a eu un peu moins de talent que l'Histoire, qui en a décidément beaucoup.

SERGE RICHARD

Télévision: au risque de vous plaire

L'émission Hexagone a choisi, cette fois, de nous parler de cinéma. Plus exactement de l'industrie cinématographique et des problèmes que pose, entre autres, la concentration du système de distribution — au détriment des nouveaux auteurs (mardi 11 avril, 20 h 30, ch. 1).

VENDREDI 7 AVRIL :

« Hôtel du Nord », le film de Carné-Jeanson, avec le fameux dialogue Jouvet-Arletty (20 h 30, ch. 1).

« Léocadia », une pièce d'Anouilh (20 h 10, France-Inter).

SAMEDI 8 :

Roumanie-France de football (15 h, ch. 1).

« Le bunker » : une dramatique d'Iglesis et Decaux sur les derniers jours d'Hitler (20 h 30, ch. 1).

Au rivage des mondes : « Chili d'hier et d'aujourd'hui » (24 h, France-Culture).

DIMANCHE 9 :

Le Théâtre de la jeunesse : 1re partie de « Sans famille » (17 h 25, ch. 1).

« Je suis Vincent le Hollandais » : une évocation de la jeunesse de Van Gogh (20 h 30, ch. 2).

Ken Russel, Pierre Barouh, Yves Courrière à « Pour le cinéma » (22 h, ch. 1).

« Les espions » : un fils naturel de Mabuse dans l'avant-dernier film muet de Fritz Lang (22 h 30, ch. 2).

Pour le centenaire de la naissance de Léon Blum (21 h, France-Inter).

LUNDI 10 :

Arguments : la cité moderne, humaine (la rue d'Aligre) ou invivable (la tour Keller) ? (21 h 30, ch. 1).

Alain Decaux raconte la traversée de la Manche par Blériot (22 h 05, ch. 2).

MERCREDI 12 :

Les Dossiers de l'écran : « Infarctus » (20 h 30, ch. 2).

JEUDI 13 :

Le 4e des épisodes de « Pot-Bouille » (20 h 30, ch. 2).

La décentralisation fait de l'anémie

« L'avenir du théâtre appartient à ceux qui n'y vont pas », disait Jean Vilar. De cet espoir, la fameuse décentralisation s'est nourrie, des années durant. Le Graal à conquérir par les « pionniers du théâtre populaire » était celui qu'on finit par appeler, en 1968, le « non-public » *(voir le n° 8 de « l'Unité »)*. Belle conquête. Fière entreprise.

Mais le malheur a voulu que ce non-public s'est trop peu souvent transformé en public.

La décision, prise la semaine dernière, de « déparisianiser » le T.n.p. donnera-t-elle un deuxième souffle à la décentralisation tréâtrale ? Le schéma est simple : le Théâtre national populaire va s'installer à Villeurbanne et abandonne le Trocadéro à un nouveau « Théâtre national de Chaillot » où diverses expériences intégreront également la musique, le cinéma, etc.

A Villeurbanne, le T.n.p., confié par Jacques Duhamel à Roger Planchon et Patrice Chéreau, s'installera le 12 mai dans une salle entièrement rénovée et disposera de « crédits importants » : de quoi utiliser, du machiniste au comédien, les services de 150 personnes. A partir du 1er janvier, sans sacrifier Villeurbanne où une équipe fixe continuera de toute façon à jouer, Planchon lancera sa grande innovation : une « entreprise de festivals à travers la France ». C'est-à-dire une troupe itinérante allant s'installer pendant au moins un mois dans telle ou telle ville.

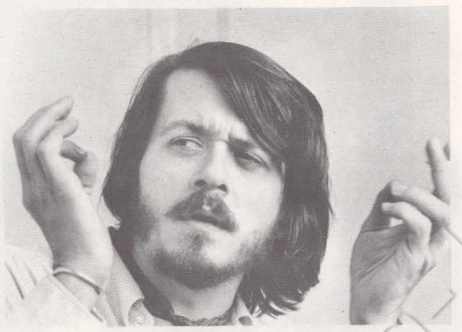
On peut accuser le ministre des Affaires culturelles de faire là une « opération poudre aux yeux » tout en laissant les actuelles troupes de province dans la misère. Mais on peut également se demander si le manque de crédits explique bien tout.

Qu'en est-il actuellement ? Garran, à Aubervilliers, accumule les millions de dettes personnelles, tout comme José Valverde (« C'est la fête ») à Saint-Denis *(voir le n° 7 de « l'Unité »)*.

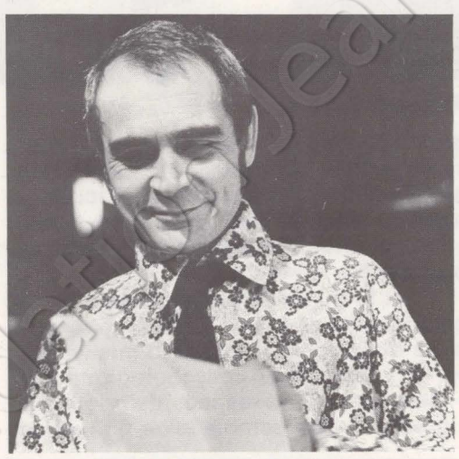
A Lyon, Marcel Maréchal prendra une décision bientôt : va-t-il être obligé de quitter le Théâtre du VIIIe ? A Nice, Gabriel Monnet envisage, lui aussi, de démissionner. A Valence, Alain Rais songe à mettre la clef sous la porte à la fin de la saison. A Saint-Etienne, Pierre Vial ne renouvellera pas son expérience de spectacles sous chapiteau, l'été, dans les départements périphériques de la Loire. Etc.

Bien sûr, pour ces quelques exemples, les situations sont différentes. Et en vérité le manque d'argent, de façon générale, n'explique qu'en partie ces « accidents ». Monnet le dit fort justement : « Un centre dramatique devrait être délivré de tout souci de rentabilité. » Face au ministère, il a raison il est impossible de défricher le désert culturel français dans la pauvreté. Si l'on veut que la décentralisation devienne un vrai « service public » culturel, il faut lui en donner les moyens.

Reste à savoir comment utiliser ces moyens — s'ils étaient obtenus — dans le sens de l'efficacité, c'est-à-dire dans la direction de contacts de plus en plus étroits avec le public potentiel ou effectif. Péremptoirement, avec une belle certitude théorique, Monnet trace sa voie à ce propos : « Ne pas limiter mes activités au champ clos de la pratique scénique, l'ouvrir à toutes les formes de rencontres possibles avec le public. »



Patrice Chéreau.



Antoine Bourseiller.



Jacques Rosner.



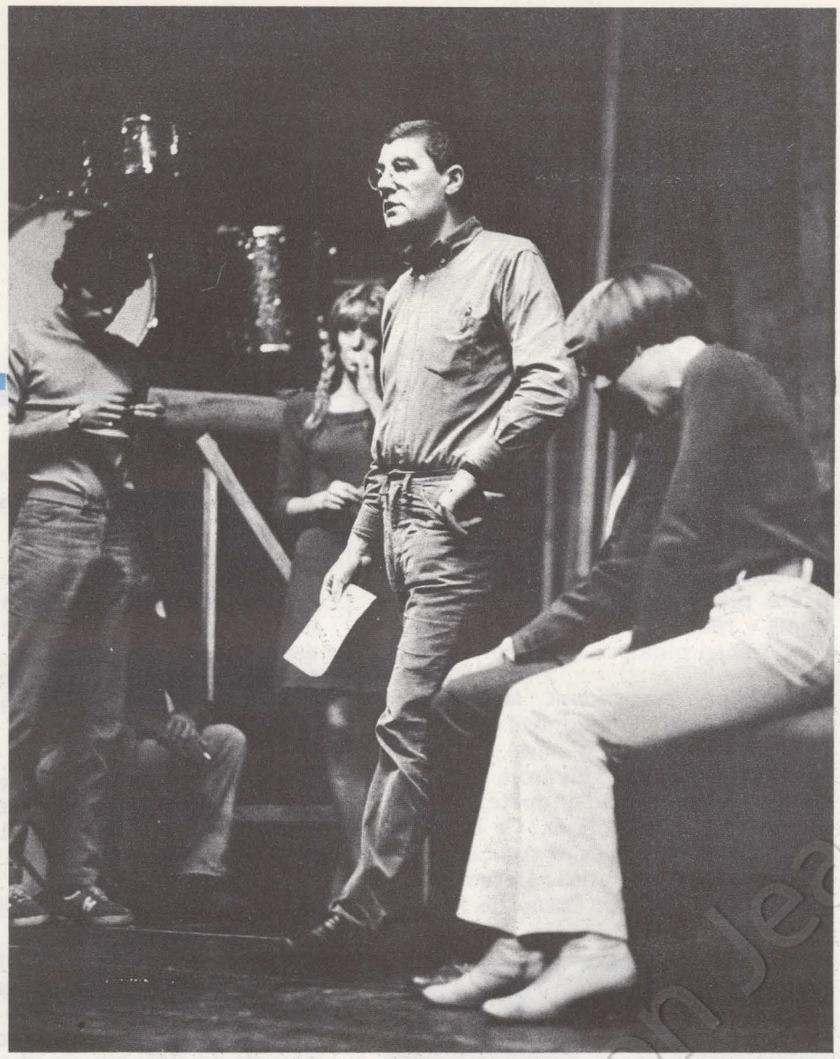
Marcel Maréchal.

Chapiteau et notables

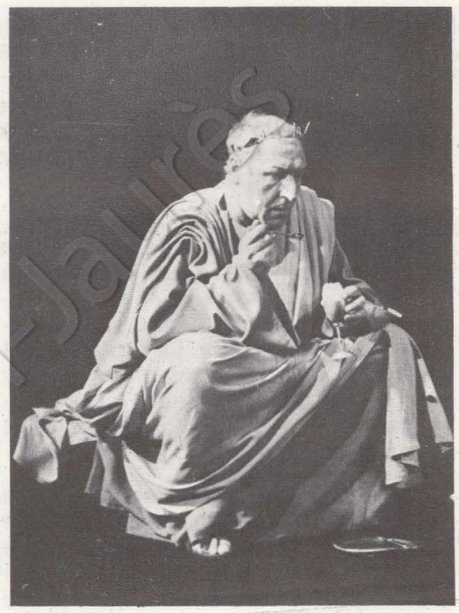
La réalité dément cette pétition de principe : l'équipe permanente de Nice se compose de 38 personnes, mais ne comprend pas un seul animateur ! Toutes les relations avec le public apparaissent comme accessoires : rien n'est organisé, programmé ; quelques comédiens se déplacent « à la demande » pour parler du travail ou des spectacles du théâtre de Nice. Toute démarche de ce genre prend un caractère purement publicitaire. On applique la méthode Planchon-Vilar, en la schématisant à l'excès : le contact est déclaré bon si les spectateurs viennent en nombre voir la pièce dont on est allé leur parler. Est-ce cela, un contact permanent et multiforme avec le public ?

A Saint-Etienne, la confusion est assez identique : le choix n'a pas encore été fait entre la solution d'Antoine Bourseiller — monter des spectacles, encore des spectacles, et remplir des salles à n'importe quel prix — et le souhait de Jean Dasté — démultiplier au maximum les activités. L'expérience du chapiteau, l'année dernière, a été significative de ces hésitations : la tournée avait été organisée par correspondance et en passant par les notables ; les comédiens arrivaient un quart d'heure avant la représentation ; comment, dans ces conditions, s'étonner du faible écho rencontré ?

De même, si on analyse le bilan d'activité des dernières saisons de la Comédie



Roger Planchon réglant une mise en scène.



Georges Wilson en Romulus le Grand.

de Saint-Etienne, on peut constater que : l'exploitation des spectacles est en constante augmentation ; les dépenses d'énergie et de travail croissent ; mais que, « pour ce qui concerne le nombre de spectateurs, on peut s'interroger, les résultats chiffrés ne correspondant pas tout à fait au volume de travail fourni ».

Cette impuissance trouve son explication dans l'absence d'implantation réelle : dans une région aussi « ouvrière » que la région stéphanoise, les contacts avec les comités d'entreprise sont généralement intermittents ; les quelques tentatives d'animation en milieu scolaire ont rencontré « des gens démunis », mais se sont avérées inaptes à connaître les souhaits et les besoins du jeune public, incapables aussi de traiter avec le public de « ses propres problèmes », comme, par exemple, l'avait réussi Jacques Rosner dans le Nord avec « Puntila » *(voir le n° 8 de « l'Unité »)* ; ou, plus encore, Benedetto au Havre avec « Emballage ».

Le bon exemple d'Aix

Il est évident que, pour Nice et pour Saint-Etienne, le poids du cahier des charges est considérable. Mais on se rend également compte que la « politique culturelle » y est bâtarde : le mot « public » est dans toutes les bouches, mais l'essentiel des activités est dirigé vers la création ; on ne pratique l'animation qu'à la va-vite et à la sauce propagande.

Paradoxalement, c'est de centres moins gâtés par les subventions que vient la réflexion sur le problème. Rais, pour les Spectacles de la vallée du Rhône, à Valence, ne dispose que de 134 800 francs — dix fois moins que Vial ou Monnet ! Jean Digne, responsable de l'animation permanente à Aix-en-Provence, a, lui, 680 000 francs au total. Avec aussi peu de subsides, ils ont bien été obligés de parer au plus urgent, de trouver le point vital de leur action.

A Aix, le Centre s'est déployé en « maison de la Culture éclatée sur la région ». Son option se sent dans son appellation de « Relais culturel ». Mode d'activité en trois temps : connaître la réalité, être à l'écoute des besoins ; en tirer des leçons ; mettre ses outils au service de tous. Ainsi le Centre devient-il un intermédiaire, qui suscite les échanges entre villes — de Châteauvallon à Marseille — entre associations : centre sociaux, lycées, entreprises, etc. ; qui prête sa salle, qui accueille des jeunes troupes pour quelques mois, qui finance des animations (violoncelle, mime, guitare, cinéma), qui prête ses animateurs (arts plastiques, musique, expression orale ou écrite), qui « réveille » les quartiers, etc.

Au bout du compte : richesse et effervescence ; les besoins naissent peu à peu. Les « grands spectacles » peuvent venir : ils trouveront du répondant. Là, un travail foncier est entrepris qui laissera de véritables traces. Là, le public n'est plus simplement un « acheteur possible de billet ».

A Aix, on sort enfin des ornières de la stagnation où s'empêtre la décentralisation ; avec un peu plus d'argent, on en sortirait sans doute aussi à Valence. Les idées de Rais méritent que les Spectacles de la vallée du Rhône survivent et qu'on puisse en voir les résultats. A Valence, on dit nettement : « Nous refusons la distinction arbitraire entre création et animation. » L'animation doit être elle-même un moment de culture, une création non-publicitaire.

La leçon est claire : si la décentralisation veut enfin sortir de son ghetto confortable — avec 7 % de travailleurs dans ses salles — il lui faut désormais éviter de se « localiser » sur sa seule activité créatrice. L'animation, le contact direct avec le public permettront seuls à la moribonde de renaître. Paul Eluard voulait faire descendre la poésie dans la rue. Le temps est aujourd'hui venu pour MM. les comédiens et metteurs en scène de montrer qu'ils sont, comme les poètes, « des hommes comme les autres ». L'urgence se fait sentir de savoir enfin de quels besoins se chauffe le fameux, mais trop lointain, non-public. Sinon, l'asphyxie succédera à l'essoufflement.

JEAN MONTAGNARD

O.r.t.f.: le vrai scandale

Du côté du jardin du Luxembourg, à Paris, une douzaine d'individus mettent la dernière main à quelque chose dont on dit que ce sera une bombe et qu'elle devrait exploser dans les prochains jours : le rapport de la mission sénatoriale sur la publicité clandestine à l'O.r.t.f.

Pas plus que celles de la commission de contrôle mandatée par l'Assemblée nationale sur ce même sujet, les premières conclusions des sénateurs-enquêteurs n'ont filtré. Le seul élément certain, c'est la détermination de leur chef de file, André Diligent, et de plusieurs autres « commissaires » — dont le socialiste Ciccolini.

Il y a donc un espoir raisonnable que soit enfin crevé l'abcès de la publicité clandestine. Et que, au-delà, on remonte jusqu'à l'origine du mal : l'organisation actuelle de l'Office, ses structures, son système, en un mot. C'est cela le vrai scandale de l'O.r.t.f., dont les escroqueries de la publicité clandestine ne font que découler.

On l'a bien vu le mois dernier, à l'occasion des sanctions prises par le conseil d'administration de l'Office *(voir le n° 7 de « l'Unité »)*. Il eût fallu être bien naïf pour s'étonner de la clémence du verdict. Si après plus de trois mois d'investigations, la commission d'enquête « interne » à l'O.r.t.f. n'a pu prouver « aucun cas de corruption » ; si la chasse à la « publicité clandestine » n'a abouti, le 7 mars, au conseil d'administration de l'Office, qu'à la sanction anonyme « pour fautes professionnelles ou administratives » exclusivement d'une quinzaine de collaborateurs de l'Office — des lampistes, en fait, pour la quasi-totalité — c'est que le directeur général, Jean-Jacques de Bresson, s'est toujours fait une certaine idée de l'O.r.t.f. Pure, dure, morale jusqu'à l'obsession.

Petits margoulins

Paradoxe ? En apparence, seulement. Les condamnations — prononcées semble-t-il, dans la stricte limite de preuves recueillies — pouvaient bien mettre sur la touche une poignée de petits margoulins. L'essentiel demeurait : les règles du jeu. Le système qui, selon les termes du sénateur André Diligent, a permis que « cet instrument irremplaçable de détente, de culture et d'information, la télévision, soit devenu un terrain de choix pour le mercantilisme, l'affairisme et la vénalité ». Et là, de Bresson a été piqué au vif. « Des noms, des noms », réclamait la foule. « Plus jamais ça », pensa plutôt le directeur général.

Un signe : pendant la fameuse séance-marathon du conseil d'administration, le directeur général a laissé à Georges Riou, l'un des trois « sages » de la commission d'enquête, le soin d'annoncer les sanctions. De Bresson, lui, a longuement développé ce qu'il a appelé « les mesures de redressement ». Une espèce de plan Orsec de l'O.r.t.f.



Jean-Jacques de Bresson.

Les grandes manœuvres contre l'empiètement de l'argent dans la vie quotidienne de la télévision.

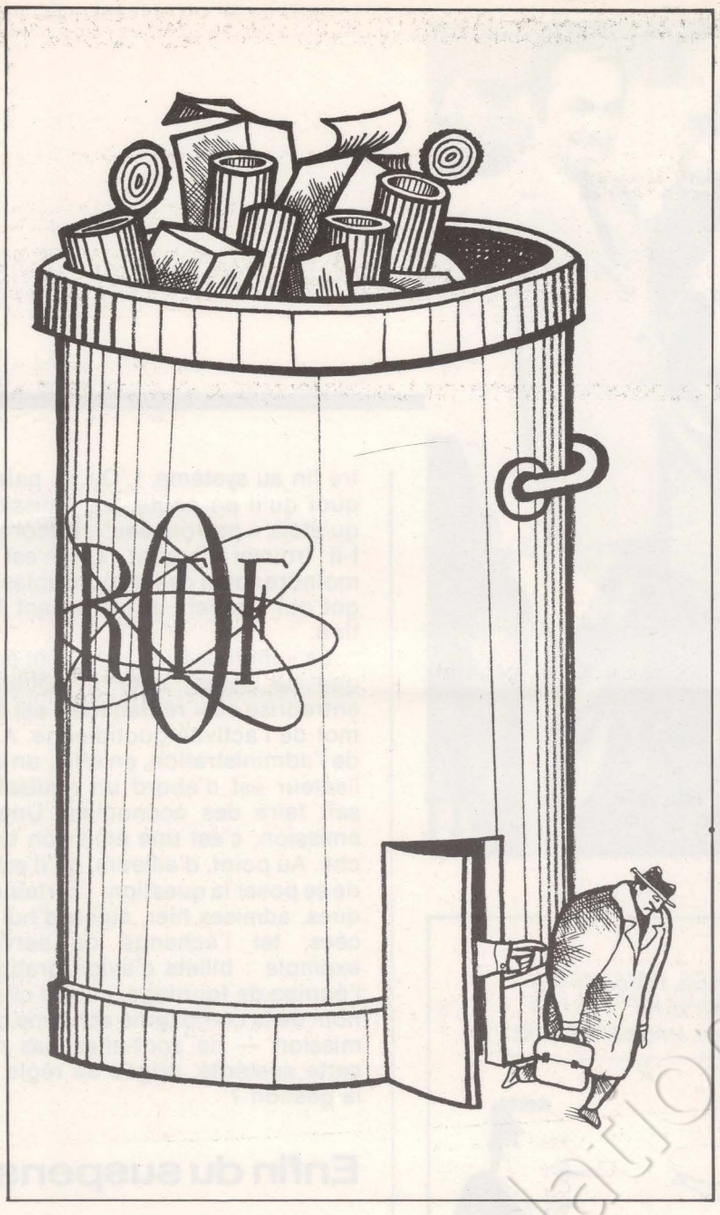
Reste que l'ampleur de la tâche pourrait bien être au-dessus des moyens de la direction générale. Car la gangrène est partout. Dans tous les secteurs. A tous les niveaux. Omniprésente. Le fric-roi, voilà la réalité de ce « service public, monopole de l'Etat ».

Et, d'abord, « les pratiques historiques », comme les a nommées de Bresson. S'il est vrai que l'O.r.t.f. a le monopole de la diffusion, il n'a plus, et de loin, celui de la production : 30 à 40 % des programmes sont, en effet, entre les mains du secteur privé, par le biais des coproductions et des prestations de service (montage, plateaux de tournage, matériel même). C'est que l'O.r.t.f. ne peut subvenir seul à la production de plus de six mille heures de programme. Tout cela est très légal, bien sûr. A quelques nuances près.

Champagne et copinage

Un exemple : l'O.r.t.f. passe commande d'un sujet à une maison de production privée. Celle-ci établit son devis. L'O.r.t.f. l'accepte. Et accepte, par la même occasion, dans certains cas, de payer à la fois un chauffeur qui n'apparaîtra pas une fois pendant le tournage, de la pellicule qui ne sera jamais utilisée, le défraiement de techniciens qui n'existent pas... Dans tel autre cas, l'Office diffusera un feuilleton — réalisé en coproduction — que la maison de production privée a, de son côté, financé en partie grâce à l'apport qu'elle a obtenu — et c'est son droit — du syndicat des producteurs de champagne. Le téléspectateur pourra toujours s'étonner qu'au fil des épisodes, le héros du feuilleton insiste lourdement sur son goût immodéré pour le champagne...

Autre « pratique historique » : ce qu'on nomme le matraquage. Un disque, un film, un livre sortent. On en parle, c'est normal. On insiste, c'est trouble. Ou parfaitement clair, plutôt. L'an dernier, Claude Lelouch sort « Le voyou ». Dans la même semaine, on retrouve le cinéaste dans... « Les grands





André Diligent, de la mission sénatoriale sur l'O.r.t.f.

moments de la boxe ». Avec Mme Lelouch, interprète principale du film, et bien sûr, passionnée, comme lui, c'est connu, du « noble art ». Deux jours plus tard, l'auteur de « Un homme et une femme » donnera, à l'antenne, ses impressions à la mi-temps du match de football France-Belgique. L'occasion pour Michel Drucker de dire, en passant, qu'il a vu « Le voyou » et qu'il a beaucoup aimé.

Je me commandite

La publicité gratuite vole ainsi couramment au secours d'un grand succès commercial. Sans qu'à la clé il y ait forcément « dessous-de-table », d'ailleurs. Simplement par copinage, plutôt. Mais il y a plus que le « coup par coup », il y a « le système ». Celui qui permet, entre autres choses, la confusion entre la production télévisée et certains bénéfices privés substantiels.

On connaît « L'Empire des jeux télévisés ». Quelques noms, les vedettes préférées du « grand public », le plus souvent : Pierre Bellemare, Guy Lux, Pierre Tchernia. Tous ont leurs affaires, liées directement à leur activité télévisée. C'est Bellemare qui déclarait à feu « le Figaro littéraire » : « Je dirige la société Télépress : promotion-publicité sur les lieux de vente, production de films publicitaires et, naturellement, d'émissions radiophoniques ou télévisées ». Naturellement, Bellemare propose des idées de jeux à l'O.r.t.f., et, naturellement, après accord de l'Office, il commande au P.d.g. de Télépress, c'est-à-dire à lui-même, la production de ces émissions. En toute légalité, toujours.

Comme il est légal que, par le passé, les grandes campagnes nationales pour l'enfance handicapée, contre la faim, contre le cancer — « A vot'bon cœur, messieurs dames » — aient été organisées par des firmes de publicité soudain muées, qui l'eût cru, en entreprises philantropiques.

Pourtant, la grande affaire, celle par qui l'intrusion de l'argent au petit écran est devenue officielle — c'est, bien sûr, l'apparition de la publicité de marques au sein des programmes. C'était créer les conditions idéales pour le développement de la publicité clandestine. Parce que, tout bêtement, ça coûte moins cher ! Un « spot clandestin » a été évalué, par différents recoupements, à environ 60 000 F sur la première chaîne, à une heure de grande écoute. Contre 93 000 F les 30 secondes pour les spots payants de 20 h 30 confiés à la Régie française de publicité (R.f.p.)...

Connivence avec l'argent

Et puis — et c'est le cœur du problème — la publicité officielle a instauré un climat de mercantilisme avoué. Jacques Thibau, ex-directeur de la 2e chaîne, a parfaitement éclairé la menace. « Le système mis en place en 1968, dit-il, peut permettre de limiter les dégâts : il assure en principe l'indépendance des programmes par rapport aux annonceurs, à leurs agences, à leurs préoccupations, à leur style. Mais à quoi bon une indépendance de principe, si la réglementa-

→



Guy Lux.





Pierre Sabbagh.

→

tion est tournée et si l'ennemi s'installe au cœur de la place ; si, au lieu de chercher à abattre les fortifications, il s'insinue dans la ville assiégée ? »

Aujourd'hui, c'est chose faite. Ce n'est pas par hasard que le tarif de la publicité, à 20 h 30, sur la 2e chaîne, est passé de 20 000 F les 30 secondes, en 1971, à 32 000 F en 1972 ; 60 % d'augmentation, et cela au moment où Pierre Sabbagh installait une 2e chaîne « new look », à base de jeux, de feuilletons, de guyluxeries et autres « Angélique, marquise des Anges » — un programme « populaire », comme on dit en haut lieu.

C'est clair. « Une télévision, explique Thibau, qui, cinq ou six soirées par semaine, place de telles émissions au cœur du programme, non seulement n'offre pas de résistance au monde de l'argent, mais est en profonde connivence avec lui, l'appelle et le soutient ». De là à supposer que les programmes sont dictés autant dans les bureaux directoriaux de la R.f.p. que dans ceux du Quai Kennedy... De Bresson peut toujours protester de sa bonne foi. La réalité tient en un chiffre sec : 25 % des recettes de l'Office proviennent des grandes firmes capitalistes, seules en mesure de se payer une campagne de publicité télévisée, évaluée au minimum à un million de francs. De quoi faire réfléchir.

Bon marché et patronages

Sans compter la publicité sous forme de « patronages » d'émissions. Caisse d'épargne, Loterie nationale, Crédit agricole, Air France, E.d.f. : autant d'entreprises « d'intérêt national », qui assuraient ou ont assuré, respectivement, la rentabilisation du Palmarès des chansons, du Jeu des mille francs (à la radio), de L'Arbalète de Noël, de Télédimanche, de Cadet-Rousselle. Cas limite : le Crédit agricole finança en partie, en 1967, un feuilleton quotidien, « Sylvie des Trois Ormes ». En contrepartie, l'organisme parrain tenait une telle place dans cette histoire, qui mettait en scène une communauté d'agriculteurs, que plusieurs banques protestèrent officiellement contre cette concurrence « sauvage ».

Là aussi, de Bresson a décidé de mettre fin au système. L'O.r.t.f. paiera seul, quoi qu'il en coûte, les émissions jusqu'alors « patronnées ». Encore faudra-t-il trouver l'argent. Ce n'est pas le moindre souci des responsables du budget qui étudient actuellement la question.

La « moralisation » du petit écran risque de coûter cher à l'Office, cette entreprise où « rentabilité » est le maître mot de l'activité quotidienne. Aux yeux de l'administration, en effet, un bon réalisateur est d'abord un réalisateur qui sait faire des économies. Une bonne émission, c'est une émission bon marché. Au point, d'ailleurs, qu'il est permis de se poser la question : certaines pratiques, admises hier, aujourd'hui dénoncées, tel l'échange de services — exemple : billets d'avion gratuits pour l'équipe de tournage, contre citation du nom de la compagnie aérienne dans l'émission — ne sont-elles pas nées de cette austérité, érigée en règle d'or de la gestion ?

Enfin du suspense

Oui, voilà une organisation, des structures qui rejettent finalement dans l'ombre les combines de quelques individus un peu trop portés sur le système D. Il existe, certes, ce journaliste qui profite régulièrement, en reportage, du matériel, d'une partie de la pellicule et des temps de tournage pour réaliser, à son propre compte, des sujets « parallèles » qu'il vend ensuite à ses clients personnels. On parle aussi de ce chef de service — non sanctionné à ce jour — qui envoie tous ses cameramen en reportage « dans la nature » ; et ensuite — « faute de moyens en matériel et en hommes » — commande à une société privée, où il a des intérêts, la réalisation des sujets que l'actualité impose...

Mais ce ne sont là que broutilles, face au formidable réseau d'« intérêts croisés » qui enserre aujourd'hui l'Office. Outre de Bresson, quelques hommes au moins croient encore possible d'assainir l'O.r.t.f. en profondeur : les commissaires du Sénat. Suffiront-ils à faire tomber les têtes de tous ceux notamment qui ont bénéficié à fond, jusqu'à présent, des protections que leur a valu leur « loyalisme » vis-à-vis du Pouvoir ? Enfin un bon suspense. Ne tardez plus, messieurs les sénateurs !

GEORGES SIMON

On ne joue pas avec les tricheurs

« Il saute aux yeux que le référendum en général est une tricherie du moins tel qu'il est organisé en France. C'est ce que j'ai retenu de mes cours d'histoire à une époque où l'expérience de Napoléon III était encore vivace.

D'où une réponse parfaitement claire. Inutile de discuter sur le texte de la question posée. On ne joue pas avec les tricheurs. On ne va pas voter. Tous les Français non conditionnels comprendront cela au lieu d'être noyés dans le byzantinisme des prises de position. »

(M. Dillemann, 63 - Issoire)

« Le référendum est visiblement une manœuvre de diversion pour faire oublier les récents scandales politico-financiers immobiliers, fiscaux, etc. qui gênent beaucoup les gouvernants et détourner l'opinion publique des problèmes de la hausse des prix (ô combien) et des difficultés sociales (chômage des jeunes surtout). A en juger par mon entourage, le référendum intéresse peu. Il vient comme les cheveux sur la soupe. » (Ch. Hoermann, 68 - Riedisheim)

Vote blanc

« Le vote est un droit et un devoir. Les abstentions ne sont comptabilisées qu'en pourcentage. Dans les communes rurales et les petites agglomérations, on peut connaître l'état civil de ceux ou celles qui se sont abstenus. Certains ne tiennent pas à faire connaître leur opinion politique. Exemple : les commerçants, les employés, les fonctionnaires de l'administration et de la police, les gendarmes, certains ouvriers par rapport à leur patron.

Pour toutes ces raisons, nous pensons qu'il y aurait intérêt pour les socialistes à préconiser le vote blanc, étant entendu que cela signifierait oui à l'Europe et non à la politique du président de la République. » (Louis Malric, section socialiste de Montech, Tarn-et-Garonne).

Est-ce rêver ?

« Je me permets de vous faire part d'une opinion qui est simplement celle de l'« homme de la rue » au contact des réflexes quotidiens de ses concitoyens non politisés.

Il me semble qu'il serait adroit :
— d'offrir aux gens la possibilité de voter blanc car la pusillanimité et aussi la tradition pousseront vers les urnes un certain nombre d'électeur ; et ce vote blanc (ou nul) leur permettrait de se manifester conformément à vos vues.
— de bien divulguer la position déjà ancienne du P.s. sur l'élargissement de la Communauté.
— de profiter de ce moment privilégié de réceptivité de l'électorat pour faire passer les solutions socialistes de politique générale.
— de se garder de toute critique à l'égard du P.c., lui laissant le ridicule de telles attaques.

Enfin, est-ce rêver que d'espérer en une déclaration commune du P.s. et du P.c. sur le fond des choses et laissant à l'électeur le choix entre les trois attitudes possibles (refus de vote, vote nul ou blanc, vote négatif) ? » (Pierre Biau, 78 - Fontenay-le-Fleury)

Et l'Otan?

« A ceux qui croient naïvement que c'est pour l'Europe que Pompidou a décidé le référendum, il y a au moins un argument à opposer : quand de Gaulle a décidé de quitter l'Otan, il s'est bien gardé de consulter les Français et pourtant, qu'on soit pour ou contre, c'était une décision autrement plus importante pour l'avenir de notre pays que l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun qui est de toute façon déjà acquise. » (Jacques Baran, 60 - Senlis).

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Opinion

Le référendum de la Saint-Georges

L'on sait que la commission instituée au Vatican pour vérifier l'authenticité des saints qui y figuraient jusqu'à présent dans le calendrier liturgique n'a pas retenu le nom de saint Georges. Le célèbre chevalier qui terrasse le démon sous la forme d'une bête apocalyptique dans tant de tapisseries et de peintures du Moyen Age n'est qu'une figure de légende. Il n'a jamais existé. Pas plus la célèbre cavalerie anglaise (1) que l'actuel président de la République n'ont droit à se réclamer d'un saint patron véritable.

Est-ce la raison pour laquelle Georges Pompidou a choisi le 23 avril pour inviter les Français à participer à un référendum dont le caractère d'authenticité est aussi contestable que l'est la sainteté du cavalier... qui n'a jamais existé ? On peut se le demander.

Quel est, en effet, le rôle reconnu au référendum et par les textes constitutionnels et par la pratique qui s'est instaurée depuis 14 ans ?

La réponse est claire. Le référendum est le moyen pour le chef de l'Etat d'obtenir directement du peuple le droit de transformer nos institutions ou de changer sa politique.

Qu'il s'agisse de donner force de loi à la Constitution de 1958 ou, en 1962, de modifier les dispositions relatives à l'élection du président de la République ; qu'il s'agisse, en 1961 comme en 1962, de faire bénéficier l'Algérie d'un régime spécial, puis de l'indépendance ; qu'il s'agisse, enfin, de faire naître en France l'entité régionale et d'y réduire les pouvoirs du Sénat, le référendum, dans tous les cas, a eu pour objet de faire couvrir par la volonté populaire une proposition de président de la République à laquelle l'approbation législative par le Parlement n'aurait pas donné un caractère suffisant de solennité.

La ratification d'un traité international ne rentre pas, à l'évidence, dans ce domaine essentiel et particulier du référendum, mais bien dans le champ normal de l'activité parlementaire.

Le recours au référendum aurait pu se justifier — et l'Européen que je suis aurait alors soutenu de tout cœur l'utilisation de cette procédure exceptionnelle — si l'entrée de la Grande-Bretagne et des trois autres pays nordiques dans le Marché commun avait entraîné la délégation, par les nations contractantes, d'une part — si limitée fût-elle — de leur souveraineté nationale au bénéfice d'une Europe naissante.

L'accord soumis au référendum a été conclu à Bruxelles il y a plusieurs mois déjà. Les pays intéressés — dix en tout — ont tous prévu, normalement et naturellement, la ratification du traité par la voie traditionnelle. La France seule fait exception. Il faut se demander pourquoi.

PAR ROBERT BURON

Mais le traité soumis au référendum n'entraîne aucune modification des institutions existantes. Il n'aura pour effet que d'accrître le nombre de participants à la construction économique du Traité de Rome, mais nullement de renforcer les dispositions de celui-ci. Les agriculteurs français, en particulier, s'en apercevront rapidement.

Alors, pourquoi un référendum dont il faut bien dire qu'il est d'une espèce nouvelle, puisqu'après tant de référendums gaulliens qui se déroulaient dans une atmosphère volontairement dramatisée, nous allons faire l'expérience d'un référendum pompidolien sans passion et sans problèmes avoués ?

Les socialistes font appel à l'opinion pour que les électeurs et les électrices s'abstiennent de participer au référendum-piège qui leur est proposé.

Je n'aime pas le mot abstention et je préfère l'expression plus véridique de « refus de participation ».

Nous ne voulons pas participer au référendum parce qu'il est utilisé de manière contraire à la pratique constitutionnelle et pour des fins contraires à celles dont il se réclame.

Nous ne voulons pas participer au référendum parce que, si l'entrée de l'Angleterre et des pays nordiques dans le Marché commun peut être considérée comme un progrès dans la longue voie qui doit mener à la véritable Europe socialiste, la solennité recherchée par le président Pompidou cache, à l'évidence, le souci de bloquer au point où elle est aujourd'hui la construction européenne que nous voulons voir s'étendre et se développer.

Nous ne voulons pas participer à un référendum, enfin, dont le seul objectif est de politique intérieure et au niveau le plus médiocrement électoral.

Nous lançons cet appel à tous les Français pour manifester avec nous clairement leur refus. Nous nous adressons d'abord aux Européens depuis longtemps convaincus : ils ne peuvent accepter de trahir leur idéal en laissant le gouvernement jouer avec les mots. « Vive l'Europe », certes, mais quelle Europe ? Avec la Grande-Bretagne de Heath et la France de Pompidou, on peut être sûr qu'elle ne sera ni l'Europe des travailleurs ni l'Europe de la coopération internationale, c'est-à-dire, en définitive, de la paix, mais seulement une confédération d'Etats égoïstes.

Nous faisons appel aussi à tous les partisans de l'unité de la gauche, à tous ceux qui veulent la disparition du régime affairo-politique qui nous mène.

Ce n'est pas en répondant non au chef de l'Etat — en acceptant, par conséquent, l'usage de la procédure référendaire dans un domaine où il n'a que faire — que l'on manifestera la volonté populaire de changement.

Il faut, au contraire qu'une abstention massive marque le refus du plus grand nombre de tomber dans le piège grossier qui nous est tendu. Il faut que le référendum de la Saint-Georges apporte la preuve à celui qui l'a voulu que l'heure est passée où les Français, grâce à « quelques manœuvres subalternes », se croyaient obligés de soutenir une majorité dont ils étaient las pour éviter le désordre dont on les menaçait. Les Français sont majeurs aujourd'hui. Ils refuseront de participer à un jeu dont ils seront les premières victimes.

(1) On appelait autrefois cavalerie de saint Georges les fonds mis à la disposition de l'Intelligence service par le gouvernement britannique pour mener ses opérations politiques dans les pays étrangers.

François Mitterrand reprendra la semaine prochaine sa chronique hebdomadaire « Ma part de vérité ».

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT